

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2002 — 2138

[C — 2002/31273]

**25 AVRIL 2002. — Arrêté 99/262/E1 du collège de la commission Communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées**

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu les avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donnés le 5 mars 1999, le 15 et le 18 mars 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 avril 2002;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget, donné le 2002;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« centre » : centre de jour ou centre d'hébergement;

« administration » : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées », créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998;

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 10 du décret;

« membre du Collège » : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des personnes handicapées;

« arrêté du Collège du 18 octobre 2001 » : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle.

« section « personnes handicapées » du Conseil consultatif » : « section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Un centre de jour est constitué conformément aux dispositions de l'article 60 du décret pour remplir les missions définies à l'article 61 du décret. Il est destiné soit aux adultes, soit aux enfants non scolarisés.

Il assure durant toute l'année la prise en charge des personnes handicapées accueillies. Il est ouvert au moins huit heures par jour en assurant au moins six heures d'activités éducatives et rééducatives avec les personnes accueillies, y compris le repas de midi. Le centre de jour est fermé les week-ends et les jours fériés, sauf exception prévue par le projet collectif visé à l'article 5, 10. De plus, le projet collectif peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'accueil soit offerte par le centre de jour aux personnes accueillies qui en font la demande.

§ 2. Un centre d'hébergement est constitué conformément aux dispositions de l'article 65 du décret pour remplir les missions définies aux articles 66 et 67 du décret.

Le centre d'hébergement assure durant toute l'année la prise en charge des personnes handicapées qui sont hébergées. Il assure également :

1. la fourniture d'un repas le matin et le soir;
2. la fourniture d'un repas du midi quand la personne hébergée est présente en journée;
3. le cas échéant, l'entretien des vêtements conformément aux dispositions adoptées par le membre du Collège;
4. la fourniture et l'entretien du linge de maison.

Nonobstant les week-end et jours fériés, le centre d'hébergement assure cette prise en charge au minimum les jours ouvrables au plus tard à partir de 17 heures et jusqu'à 9 heures du matin au moins. De plus, le projet collectif visé à l'article 5, 10 peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'hébergement soit offerte par le centre d'hébergement aux personnes hébergées qui en font la demande.

§ 3. Pour chaque centre, le Collège détermine une capacité agréée, à savoir le nombre maximum de personnes handicapées qu'il lui est permis d'accueillir simultanément.

§ 4. Au sein de la capacité agréée, un centre d'hébergement peut demander à réserver une partie de sa capacité ou toute sa capacité à l'hébergement de personnes handicapées qui nécessitent une prise en charge de crise ou de court séjour.

§ 5. Au sein de la capacité agréée maximale visée à l'article 4, § 2, le Collège peut réserver certaines places à l'hébergement de personnes handicapées qui nécessitent une prise en charge plus légère que celle prévue au § 2.

§ 6. Sur proposition de l'administration et dans le respect des normes architecturales visées aux articles 21 à 31, le membre du Collège peut octroyer une dérogation exceptionnelle à la capacité agréée d'un centre de jour, afin de lui permettre d'accueillir une personne handicapée hébergée dans un centre d'hébergement dont il partage l'infrastructure.

Cette mesure est justifiée par la modification de l'activité de la personne handicapée pendant la journée.

La dérogation couvre la seule personne susvisée qui devient prioritaire lorsqu'une place se libère dans la capacité agréée.

§ 7. Il faut entendre par personne handicapée accueillie ou hébergée, la personne handicapée qui est prise en charge, sur autorisation de l'équipe pluridisciplinaire, par un centre de jour ou un centre d'hébergement.

Sont assimilées à une prise en charge les périodes d'absence suivantes :

toute absence de maximum 6 semaines consécutives pour laquelle un justificatif de l'absence est tenu dans le dossier individuel;

toute absence de plus de 6 semaines consécutives pour laquelle un justificatif de l'absence est en outre transmis par le centre à l'Administration;

Toute absence de plus de 3 mois consécutifs pour laquelle un certificat médical ou d'hospitalisation est transmis par le centre à l'Administration et pour autant que l'équipe pluridisciplinaire ait confirmé la continuité de l'intervention en faveur de la personne handicapée accueillie ou hébergée.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La somme des capacités agréées des centres de jour, arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2003, constitue la capacité agréée maximale pour le territoire de Bruxelles-Capitale. Elle comprend les capacités accordées par décision de principe ayant trait à l'achat, la construction ou l'aménagement de bâtiments.

Une distinction doit être faite entre les capacités agréées maximales respectives des centres de jour pour enfants non scolarisés et des centres de jour pour adultes.

§ 2. La somme des capacités agréées des centres d'hébergement, arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2003, constitue la capacité agréée maximale pour le territoire de Bruxelles-Capitale. Elle comprend les capacités accordées par décision de principe ayant trait à l'achat, la construction ou l'aménagement de bâtiments.

Une distinction doit être faite entre les capacités agréées maximales respectives des centres d'hébergement pour enfants et des centres d'hébergement pour adultes. La capacité réservée pour les prises en charge de crise ou de court séjours ainsi que pour les prises en charge légères doit être identifiée.

§ 3. Toute modification des capacités agréées maximales, y compris de leur répartition, fait l'objet d'une décision du Collège sur avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif.

## CHAPITRE II. — *Agrément*

### *Section 1<sup>re</sup>.* — Les conditions et la procédure

**Art. 5.** Pour être agréé, un centre de jour ou un centre d'hébergement doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. installer son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
2. se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;
3. s'engager à ne pas conditionner l'admission dans le centre à une contrepartie en espèces ou en nature de la personne handicapée, de son représentant légal ou de sa famille;
4. disposer de locaux respectant les normes architecturales prévues aux articles 21 à 31 et assurer l'adaptation des bâtiments en tenant compte des personnes accueillies ou hébergées;
5. respecter les normes d'encadrement prévues à la section 3 du présent chapitre;
6. assurer l'accueil ou l'hébergement d'au moins 15 personnes handicapées équivalent temps plein par centre agréé; néanmoins, le nombre minimum de personnes handicapées équivalent temps plein est fixé à 20, si la même a.s.b.l. comprend deux centres;

7. constituer un Conseil des usagers tel que prévu à l'article 17;
8. constituer un dossier individuel pour chaque personne handicapée accueillie ou hébergée, tel que prévu à l'article 20;
9. conclure avec chaque personne handicapée accueillie ou hébergée une convention de prestation personnalisée, conformément aux dispositions de l'article 19;
10. établir, en concertation avec le personnel en place, un projet collectif conçu sur la base de l'annexe 1 et comprenant le modèle de la convention de prestation personnalisée à conclure avec chaque personne handicapée accueillie ou hébergée ou avec son représentant légal;
11. dans les limites de l'article 67, alinéa 2 du décret, assurer dans un esprit pluridisciplinaire l'encadrement psychologique, éducatif, rééducatif et social qui tient compte de son projet collectif;
12. établir un règlement d'ordre intérieur conformément aux dispositions de l'article 18. Le Conseil des usagers doit émettre un avis sur ce règlement ainsi que sur toute modification de celui-ci;
13. transmettre à l'administration au fur et à mesure des nouvelles entrées et sorties des personnes handicapées accueillies ou hébergées un avis conforme au modèle fixé par celle-ci;
14. tenir à disposition de l'administration un registre des présences des personnes handicapées accueillies ou hébergées selon le modèle défini par celle-ci;
15. assurer la formation continuée du personnel en fonction de ses activités;
16. transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités portant sur :
  - les éléments statistiques relatifs aux personnes handicapées accueillies ou hébergées sur base des paramètres déterminés par l'administration;
  - la mise en œuvre du projet collectif et des activités;
  - les réalisations en terme d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées accueillies ou hébergées;
  - l'évaluation des conventions de collaboration prévues à l'article 6, point 16;
  - les formations suivies par le personnel;
  - les avis du Conseil des usagers prévus au présent article;
17. se soumettre aux évaluations, visites et contrôles coordonnés par l'administration et fournir à celle-ci tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;
18. tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par l'administration, tel que prévu à l'article 16;
19. informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du centre, en particulier, de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le centre transmet à l'administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Avant l'engagement, le centre exige de recevoir un certificat de bonnes vie et mœurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel.

**Art. 6.** La demande d'agrément d'un centre doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle qu'elle établit à cet effet. L'agrément en qualité de centre de jour et de centre d'hébergement fait l'objet de demandes distinctes.

L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1. une copie des statuts de l'asbl tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications, ainsi que la liste des membres du Conseil d'administration;
2. la dénomination du centre, les adresses de son siège social et de ses sièges d'activités;
3. les spécificités des personnes, leur nombre et leur tranche d'âge, pour lesquels le centre demande un agrément;
4. la description des activités actuelles ou en projet, le projet collectif et la date de prise de cours de l'agrément sollicité;
5. le modèle de convention de prestation personnalisée;
6. le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre;
7. une copie des plans des différents niveaux des bâtiments occupés mentionnant la destination et la superficie nette des locaux; ces plans sont établis par un architecte ou un géomètre expert;
8. le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;
9. la liste du personnel du centre avec sa qualification, sa fonction, son volume hebdomadaire de prestations, ou à défaut le plan d'engagement du personnel;
10. pour chacun des membres de ce personnel, la copie de son contrat de travail, et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté;
11. une copie du contrat en matière d'assurance et de responsabilité civile pour les membres de ce personnel et les personnes handicapées accueillies ou hébergées;

12. la liste des personnes handicapées accueillies ou hébergées et des candidatures, précisant leur nombre et leur âge;
13. la liste de l'équipement spécifique;
14. le règlement de travail;
15. le règlement d'ordre intérieur;
16. les conventions conclues avec des tiers pour la réalisation du projet collectif.

**Art. 7.** Si la demande du centre n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme nulle et non avenue.

**Art. 8.** Lorsque la demande est complète, l'administration instruit la demande d'agrément et organise une visite pour vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition d'agrément. Le membre du Collège soumet la proposition à la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif. Il précise le délai prévu pour l'avis.

Dans les trente jours suivant la remise de cet avis, l'administration le transmet au membre du Collège, accompagné d'une proposition de décision.

La décision est prise par le Collège et notifiée par l'administration au demandeur.

**Art. 9.** Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable conformément aux dispositions de l'article 11.

**Art. 10.** La décision d'agrément précise les spécificités des personnes accueillies ou hébergées, la capacité agréée et, s'il y a lieu, la capacité réservée à l'hébergement de crise ou de court séjour ou à l'hébergement léger, en référence au projet collectif.

Le Collège peut, sur proposition de l'administration, diminuer la capacité agréée si :

a) hors capacité agréée réservée à l'hébergement de crise ou de court séjour, le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées a diminué pendant 6 mois successifs :

- d'au moins 10 % si sa capacité agréée ne dépasse pas 100 unités;
- d'au moins 10 unités si sa capacité agréée dépasse 100 unités;

b) le centre refuse régulièrement d'accueillir ou d'héberger des personnes handicapées dont la prise en charge a été autorisée par l'équipe pluridisciplinaire, alors que sa capacité agréée n'est pas atteinte.

**Art. 11.** La demande de renouvellement d'agrément d'un centre est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le centre demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier initial ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils soient demeurés conformes à la situation d'origine.

L'administration instruit la demande de renouvellement d'agrément et organise une visite pour vérifier si le centre continue à répondre aux conditions d'agrément.

**Art. 12.** La demande de modification d'agrément est introduite par un centre auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le centre des éléments nécessaires à l'instruction de la demande. Celle-ci est instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément.

**Art. 13.** Le centre qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

**Art. 14.** Lorsque cette condition n'est toujours pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse au centre, par lettre recommandée, une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au centre par lettre recommandée et informe le conseil des usagers. Le centre dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, auprès de l'administration qui fixe le jour et l'heure d'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément à la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif qui donne son avis dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif cette proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

**Art. 15.** La décision de suspension ou de retrait d'agrément entraîne l'arrêt des subventions au centre à la date fixée par le Collège. En outre, en cas de retrait, la récupération de la partie non amortie des subventions éventuellement accordées en matière d'infrastructure est opérée.

L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du centre et à leurs représentants syndicaux.

Le centre communique immédiatement la décision de retrait d'agrément aux personnes handicapées accueillies ou hébergées ou à leurs représentants légaux. En cas de carence du centre, l'administration accomplit cette obligation.

**Art. 16.** Chaque centre agréé doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans adoptés par le membre du Collège.

L'exercice comptable correspond à l'année civile. Une comptabilité analytique par agrément et le bilan de l'asbl sont transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés des rapports, soit des réviseurs d'entreprise, soit des commissaires réviseurs.

**Art. 17.** Au sein du centre, le conseil des usagers est constitué des personnes handicapées accueillies ou hébergées ou, le cas échéant, de leurs représentants légaux, d'un représentant de la direction et d'un membre du personnel choisi par celui-ci. Le directeur du centre doit en assurer le fonctionnement régulier, et ce, au moins deux fois l'an. Un membre du personnel en assure le secrétariat.

Le conseil des usagers a pour mission de formuler toutes suggestions relatives à la qualité de vie et à l'organisation pratique, selon le cas, de l'accueil ou de l'hébergement des personnes handicapées. A cet effet, le directeur du centre lui transmet les informations utiles à l'exercice de sa mission.

Ce conseil fixe son mode de fonctionnement et élit un président en son sein.

Les procès-verbaux des réunions sont consignés dans un registre prévu à cet effet et accessibles à tous les membres du conseil des usagers et aux représentants de l'administration.

**Art. 18.** Le règlement d'ordre intérieur définit les droits et devoirs respectifs de la personne handicapée et du centre.

Il mentionne :

1. les droits et devoirs de la personne handicapée;
2. les droits et devoirs du centre;
3. la description du centre et de son fonctionnement;
4. l'existence du Conseil des usagers, le nom de son président et la manière de le contacter;
5. les mesures qui sont mises en œuvre lorsqu'une personne handicapée contrevient aux règles de vie et de fonctionnement;
6. les modalités d'introduction des réclamations et leur mode de traitement;
7. les noms du directeur et du président du conseil d'administration, ainsi que le siège social de l'a.s.b.l.;
8. les coordonnées de l'administration.

**Art. 19.** La convention personnalisée signée entre le centre et la personne handicapée comprend au moins les dispositions suivantes :

1. l'identité des parties; le cas échéant, l'identité de la personne handicapée est accompagnée de celle de son représentant légal;
2. la date d'accueil, la durée de la convention et, le cas échéant, la fréquentation à temps partiel;
3. le projet de prise en charge qui comprend notamment les modalités d'évaluations annuelles, les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir;
4. le montant de la contribution financière visée à la section 6 du chapitre 3, ainsi que, le cas échéant, le montant minimum qui doit être laissé à disposition de la personne handicapée adulte;
5. la personne physique ou morale qui répond du paiement;
6. les suppléments réclamés en vertu des articles 57 et 58 et les modalités de fixation de ces suppléments;
7. la possibilité d'une solution d'accueil ou d'hébergement pendant les périodes de fermeture du centre telles que prévues dans le projet collectif;
8. les modalités de résiliation de la convention par chacune des parties et de réorientation de la personne handicapée;
9. l'engagement du centre de répondre aux demandes individualisées d'information émanant des personnes handicapées ou de leurs représentants légaux;
10. le mode et la périodicité suivant lesquels cette convention est évaluée, peut être modifiée ou complétée.

Un exemplaire du projet collectif et un exemplaire du règlement d'ordre intérieur sont annexés à la convention. Celle-ci est remise à chacune des parties.

**Art. 20.** Au sein d'un centre, le dossier individuel de la personne handicapée comprend :

1. un volet médical,
2. un volet psychologique,
3. un volet socio-éducatif comprenant
  - a) l'anamnèse
  - b) l'analyse des besoins
  - c) le projet de prise en charge qui comprend notamment les évaluations annuelles, les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir.
4. la convention personnalisée et ses modifications.

Le centre veille à la mise à jour régulière de ces données.

Lorsqu'un centre de jour et un centre d'hébergement relèvent de la même a.s.b.l. et se trouvent sur un même site, un seul dossier individuel peut être tenu en y distinguant les objectifs spécifiques de chaque centre.

*Section 2. — Les normes architecturales*

**Art. 21.** L'implantation du centre tient compte des besoins spécifiques des personnes accueillies ou hébergées et d'une répartition géographique judicieuse par rapport aux autres centres pour personnes handicapées, sans que les implantations des centres agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne soient remises en cause.

**Art. 22.** Les mesures nécessaires sont prises par le centre pour prévenir et combattre l'incendie, ainsi que pour assurer l'évacuation des occupants en cas de sinistre.

Les plans de projets construction et la description des matériaux utilisés sont soumis à l'avis du service régional d'incendie.

**Art. 23.** Les bâtiments du centre sont régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration est combattue.

Le chauffage permet d'atteindre par tous les temps dans les locaux de séjour et d'activités, une température d'au moins 20 °C. et dans les chambres, une température d'au moins 16 °C.

L'aération et un éclairage naturel suffisants des locaux de séjour et d'activité sont assurés.

L'eau potable du réseau de distribution est facilement accessible partout dans le centre.

**Art. 24.** L'équipement du centre est adapté aux besoins des personnes handicapées et l'espace vital aux contraintes spécifiques imposées par le handicap.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Les installations sanitaires sont aisément accessibles dans le centre. La ventilation efficace de ces locaux est assurée.

§ 2. Le centre de jour dispose d'au moins :

- a) une salle d'eau adaptée disposant d'une baignoire ou d'une douche et comprenant un espace d'habillage;
- b) un WC pour sept personnes handicapées;
- c) des WC adaptés à leur taille pour les enfants âgés de moins de trois ans;
- d) un lavabo à eau courante pour six personnes handicapées; les lavabos sont répartis dans l'ensemble du centre de jour.

§ 3. Le centre d'hébergement dispose d'au moins :

- a) une salle d'eau adaptée disposant d'une baignoire ou d'une douche pour 5 personnes handicapées et comprenant un espace d'habillage;
- b) un WC pour cinq personnes handicapées;
- c) des WC adaptés à leur taille pour les enfants âgés de moins de trois ans;
- d) un lavabo à eau courante dans chaque chambre dans la mesure où son installation n'entre pas en contradiction avec le projet collectif du centre d'hébergement.

§ 4. En outre, chaque centre dispose d'au moins un WC destiné au personnel et aux visiteurs.

§ 5. Si le centre de jour est organisé conjointement à un centre d'hébergement dans la même infrastructure, les installations sanitaires du centre d'hébergement sont prises en considération pour le respect des normes du centre de jour.

**Art. 26.** Le centre dispose de l'équipement ménager suffisant. La cuisine est organisée de façon à ne pas incommoder par ses odeurs; elle ne peut communiquer avec les locaux d'infirmerie.

Si le centre dispose d'une buanderie ou d'une lingerie, ce local est organisé de façon à ne pas incommoder par ses odeurs et vapeurs et de manière à respecter les circuits propres et sales; elle ne peut communiquer avec des locaux d'infirmerie et de cuisine.



**Art. 27.** Le centre dispose en nombre suffisant de locaux destinés :

- à la gestion du centre,
- au service social,
- à la rééducation,
- à la consultation psychologique
- à l'infirmierie et aux examens médicaux;
- et selon les cas,
- aux visites,
- au personnel de nuit.

Si un centre de jour et un centre d'hébergement sont organisés dans la même infrastructure, les locaux affectés à la gestion, au service social, à la consultation psychologique, à l'infirmierie et à la rééducation peuvent leur être communs.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Dans un centre de jour, la surface des locaux d'activités éducatives et rééducatives est de 4 m<sup>2</sup> minimum par personne handicapée.

La surface des locaux de séjour (salon, salle à manger, salle de jeux) ne peut être inférieure à 2 m<sup>2</sup> par personne handicapée.

La surface totale ne peut être inférieure à 8 m<sup>2</sup> par personne handicapée.

§ 2. Si le centre de jour est organisé conjointement à un centre d'hébergement dans la même infrastructure, les surfaces des locaux de séjour du centre d'hébergement sont prises en considération pour le respect de ces normes.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Dans un centre d'hébergement, les chambres sont pourvues de fenêtres donnant sur l'extérieur. Un éclairage de nuit est prévu dans les lieux de dégagement.

Un maximum de 4 enfants ou de 2 adultes par chambre collective ne peut être dépassé.

Dans les chambres collectives, la surface minimale est de 6 m<sup>2</sup> par personne. La surface minimale d'une chambre individuelle est de 8 m<sup>2</sup>.

Sans préjudice des dispositions de l'article 24, chaque personne dispose d'un lit, d'une table de chevet, d'une chaise et d'une armoire.

Chaque couple dispose soit d'un lit pour deux personnes d'au moins 140 cm, soit de deux lits individuels, de deux tables de chevet et d'une armoire.

§ 2. Lorsqu'il héberge des personnes en chambres collectives, le centre d'hébergement dispose d'un local spécialement destiné à l'isolement des personnes malades. Des installations sanitaires y sont annexées.

§ 3. La surface des locaux de séjour (cuisine, salon, salle à manger) ne peut être inférieure à 4 m<sup>2</sup> par personne handicapée.

**Art. 30.** Les centres veillent à prendre des dispositions pour préserver la santé des personnes handicapées et du personnel vis-à-vis du tabagisme passif.

**Art. 31.** Quand des activités sont organisées hors de l'infrastructure du centre de jour, celui-ci veille à ce que le lieu des activités soit adapté au handicap des personnes bénéficiaires.

### Section 3. — Les normes d'encadrement

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Les centres de jour et les centres d'hébergement

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Les normes d'encadrement des centres sont calculées sur base d'un équivalent temps plein dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures, sauf pour le personnel médical dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 24 heures.

§ 2. La vérification du respect des normes d'encadrement s'opère sur une base mensuelle.

Pour opérer cette vérification il n'est pas tenu compte de la réduction du temps de travail accordée individuellement au personnel des centres en vertu des dispositions du titre IV de l'arrêté du Collège du 18 octobre 2001.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Les normes générales concernant la direction, le personnel comptable et l'équipe administrative sont fixées par le Collège.

§ 2. Les normes d'encadrement pour le personnel médical, l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale sont fixées par le Collège.

Elles tiennent compte :

- 1) de la capacité agréée,
- 2) des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne handicapée fixée par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le centre au moyen de l'outil d'évaluation fixé par le Collège.

A chaque personne handicapée, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme d'encadrement du centre.

A la date de l'agrément initial ou de la prise de cours de toute modification de la capacité agréée, si le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées est inférieur à la capacité agréée, la somme des normes individuelles est convertie proportionnellement à la capacité agréée.

§ 3. Les normes d'encadrement pour le personnel technique tiennent compte de la capacité agréée et des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne handicapée tels que précisés au § 2, conformément aux dispositions fixées par le Collège.

**Art. 34.** § 1. A tout moment, une nouvelle évaluation des besoins spécifiques d'encadrement d'une personne handicapée peut être menée à l'initiative de l'équipe pluridisciplinaire ou à la demande du centre.

§ 2. Une modification des besoins spécifiques d'encadrement des personnes handicapées d'un centre peut entraîner une révision de la norme d'encadrement du centre, si cette révision entraîne soit l'augmentation, soit la diminution pendant six mois consécutifs d'au moins un demi équivalent temps plein d'une fonction reprise parmi le personnel médical ou dans l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale.

§ 3. La modification de la norme d'encadrement du centre est décidée par le membre du Collège sur proposition de l'administration.

§ 4. La révision de la norme d'encadrement du centre est établie sur la base de l'encadrement théorique correspondant au sixième mois.

Si la norme d'encadrement est revue à la hausse, elle prend cours le premier jour du mois qui suit la notification, par l'administration, de la décision de révision.

Si la norme d'encadrement est revue à la baisse, elle prend cours :

— soit le premier jour qui suit la fin de préavis du travailleur concerné, celui-ci étant donné dans le mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par l'administration;

— soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du travailleur concerné, celui-ci étant communiqué dans le mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par l'administration.

§ 5. Si, en application de l'article 10, alinéa 3, le Collège diminue la capacité agréée d'un centre, la norme d'encadrement modifiée prendra effet :

— soit le premier jour qui suit celui de la fin du préavis du (des) travailleur(s) concerné(s), celui-ci étant donné dans le mois qui suit la date de prise d'effet de la modification d'agrément fixée spécifiquement par le Collège;

— soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du (des) travailleur(s) concerné(s), celui-ci étant communiqué dans le mois qui suit la date de prise d'effet de la modification d'agrément fixée spécifiquement par le Collège.

**Art. 35.** En complément aux normes établies ci-dessus, un centre d'hébergement peut bénéficier d'une augmentation de la norme de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale ainsi que de la norme de personnel technique, liée à la présence des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux, selon les modalités définies ci-dessous.

Selon que le résultat du rapport, calculé sur l'année antérieure, entre la somme des nuits de présence réelle des personnes handicapées pendant ces périodes et la capacité agréée multipliée

— par 139 pour les personnes handicapées non scolarisées;

— par 186 pour les personnes handicapées scolarisées,

atteint un taux soit compris entre 20 et 29 %, soit compris entre 30 et 49 %, soit égal ou supérieur à 50 %, le centre d'hébergement bénéficie, pour l'année en cours, d'une majoration des normes en cause telle que fixée par le Collège.

Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de ses normes selon un taux compris entre 20 et 29 %.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel sont répartis en quatre catégories distinctes :

— le personnel médical;

— l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale;

— l'équipe administrative;

— le personnel technique.

La répartition des fonctions, à l'intérieur de chacune des ces catégories, est fixée par le centre, en tenant compte des besoins spécifiques des personnes handicapées accueillies ou hébergées.

§ 2. Néanmoins, la proportion d'emplois équivalents temps plein occupés par des membres de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale titulaires d'un titre de licencié et correspondant à des fonctions pouvant nécessiter ce titre ne peut dépasser 8 %.

Sur proposition de l'administration, compte tenu du projet collectif du centre et de la spécificité des personnes handicapées accueillies ou hébergées, le membre du Collège peut octroyer une dérogation exceptionnelle à ce pourcentage.

§ 3. Au sein d'une même a.s.b.l., la répartition des emplois de direction, de l'équipe administrative et du personnel technique entre centre de jour et centre d'hébergement est fixée par l'a.s.b.l. et tient compte de leurs besoins respectifs. Néanmoins, au moins  $\frac{1}{2}\frac{1}{4}$  équivalent temps plein de direction doit être affecté à chacun d'eux.

#### Sous-section 2. — Dispositions générales

**Art. 37.** Lorsque la direction délègue un membre du personnel pour la remplacer, celui-ci doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Toute fonction rémunérée dans le centre est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'a.s.b.l.



CHAPITRE III. — *Subventionnement**Section 1<sup>re</sup>*. — Dispositions générales

**Art. 38.** Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :

- 1) une subvention de fonctionnement;
- 2) une subvention pour frais personnalisés;
- 3) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées uniquement en centre de jour;
- 4) une subvention pour la prise en charge du personnel visé à la section 3 du chapitre 2.

Ces subventions ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées.

**Art. 39.** Les subventions accordées par les pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs publics subventionnent sont déduites de la subvention annuelle dans la mesure où ces subventions sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent chapitre, à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation et des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur.

**Art. 40.** La subvention annuelle est versée aux centres sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.

L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.

Au plus tard trois semaines avant l'envoi pour paiement à l'organisme bancaire, l'administration transmet, pour accord, au membre du Collège les propositions relatives aux avances afférentes à chaque centre.

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

Sauf cas de force majeure dûment motivé par le centre, le dépassement de cette date autorise l'administration à ne pas respecter le délai fixé pour l'adoption de la décision dont mention au paragraphe 3.

§ 2. Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration et comprend au minimum les pièces justificatives suivantes :

Concernant la subvention de fonctionnement et la subvention pour frais personnalisés :

- le grand livre des charges et des produits;
- la balance générale;
- les tableaux d'amortissement.

Concernant le transport collectif :

— les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nom des personnes transportées, leur nombre et le nombre de kilomètres parcourus.

Concernant la subvention pour frais de personnel :

- les comptes individuels de tous les travailleurs;
- les déclarations trimestrielles O.N.S.S.;
- le tableau récapitulatif des rémunérations reprenant l'ensemble des travailleurs;
- l'attestation C 450bis émanant de l'O.N.S.S.;
- le relevé 325 émanant du ministère des finances;
- le document concernant les vacances des travailleurs manuels;
- le formulaire récapitulatif des frais de transport (domicile-travail) du personnel;
- le décompte définitif de l'assurance-loi;
- l'attestation émanant de la compagnie d'assurance sur laquelle figure :
  - a) le montant et la nature des rémunérations déclarées,
  - b) les rémunérations et les suppléments fixes et variables qui sont pris en considération pour le calcul de la prime,
  - c) les pourcentages appliqués : risque professionnel, chemin du travail,
  - d) les taxes payées sur la prime,
  - e) pour chaque accident de travail, une photocopie de la déclaration transmise par le centre,
  - f) le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail.
- le décompte définitif de la médecine du travail ainsi que les preuves de paiement;
- le décompte définitif des frais pour la mission de conseil en prévention ainsi que les preuves de paiement;
- la liste des bénéficiaires de vêtements de travail, la fonction occupée par ceux-ci, un document reprenant la nature et le nombre de vêtements distribués par membre du personnel ainsi que les factures payées relatives à l'achat et à l'entretien ou à la location de vêtements de travail;
- la liste des bénéficiaires du congé-éducation reprenant le nombre d'heures;
- la liste des bénéficiaires d'interventions en vue de compenser leur perte de rendement;
- la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de pré-pension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé;
- pour les centres d'hébergement, le relevé des présences réelles des personnes handicapées hébergées pendant les week-end, les vacances et le jour fériés légaux.

§ 3. Après vérification du dossier justificatif, l'administration établit la différence entre la somme des avances visées à l'article 40 et le montant de la subvention annuelle. Elle soumet une proposition de décision au centre qui dispose d'un délai d'un mois pour communiquer ses observations. Une seule décision pour l'ensemble des centres de jour et une autre pour l'ensemble des centres d'hébergement sont adoptées au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'exercice au cours duquel les dossiers justificatifs ont été introduits.

**Art. 42.** Lorsque l'administration constate que, pour une année considérée, les avances mensuelles versées à un centre sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Si cette situation est engendrée par le non-respect par le centre des dispositions du point 19 de l'article 5, le trop perçu est augmenté des intérêts au taux d'intervention supérieur de la Banque nationale en vigueur cette année. Les intérêts moratoires sont dus de plein droit à compter de la date de communication au centre de l'établissement du compte de la subvention.

Cette récupération peut exceptionnellement, à la demande du centre, faire l'objet de termes et délais. L'administration établit alors un plan d'apurement du trop perçu et le soumet, pour accord, au membre du Collège.

**Art. 43.** Lorsque l'administration constate que le trop perçu obtenu par le centre procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément. Il est statué sur cette proposition conformément à l'article 14.

#### *Section 2. — Subvention de fonctionnement*

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle de fonctionnement octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.

§ 2. Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à € 1.314 multipliés par la capacité agréée.

Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à € 3.248 multipliés par la capacité agréée.

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 2. La subvention est augmentée des frais de secrétariat social, à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

#### *Section 3. — Subvention pour frais personnalisés*

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle pour frais personnalisés octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais suivants :

- soins (pas en centre de jour);
- éducation, thérapie et activités spécifiques hors loisirs;
- loisirs hors vacances individuelles;
- alimentation;
- lingerie et habillement (pas en centre de jour);
- transport accompagné ou non des personnes handicapées.

§ 2. Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à € 1.041 multipliés par la capacité agréée.

Pour les centres de jour qui accueillent des enfants, un montant complémentaire maximum par an de € 645 est octroyé pour chacun d'eux.

Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à € 1.140 multipliés par la capacité agréée.

Pour les centres d'hébergement dont les personnes handicapées ne sont pas accueillies en centre de jour, un montant complémentaire maximum par an de € 768 est octroyé pour chacune d'elles.

§ 3. La subvention est augmentée des frais de blanchisserie, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de 10 ans du barème d'ouvrier, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 4. La subvention est augmentée des frais de préparation de repas, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de 10 ans du barème d'ouvrier, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 5. La subvention est augmentée des frais de prestations médicales, à condition que la norme du personnel médical prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de médecin généraliste ou spécialiste selon le cas, charges patronales comprises, compte tenu de 1 248 heures de travail par an.

§ 6. Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.

§ 7. Pour les centres d'hébergement, selon que le résultat du rapport, calculé sur l'année antérieure, entre la somme des nuits de présence réelle des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux et la capacité agréée multipliée

— par 139, pour les personnes handicapées non scolarisées;

— par 186, pour les personnes handicapées scolarisées,

atteint un taux, soit compris entre 20 % et 29 %, soit compris entre 30 % et 49 %, soit égal ou supérieur à 50 %, ils peuvent bénéficier, pour l'année en cours, d'une majoration s'établissant respectivement à 15 %, 25 % ou à 35 % de la subvention calculée en vertu de cet article.

Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de 15 % de sa subvention.

#### Section 4. — Dispositions communes aux sections 2 et 3

**Art. 47.** Les frais admissibles pouvant justifier les subventions sont précisés à l'annexe 2.

**Art. 48.** Si en application de l'article 10, alinéa 2, le Collège diminue la capacité agréée d'un centre, les montants maxima des subventions sont adaptés à la date de modification de l'agrément fixée par le Collège.

#### Section 5. — Subvention en matière de frais de transport

**Art. 49.** Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif, fixée à maximum € 1,09 (H.T.V.A.) par kilomètre ou à maximum € 3,07 (H.T.V.A.) par kilomètre pour un véhicule adapté est octroyée aux centres de jour.

Les factures sont accompagnées des pièces justificatives qui précisent globalement les dates des transports effectués, le nom des personnes transportées, leur nombre et le nombre de kilomètres parcourus.

#### Section 6. — Contribution financière

**Art. 50.** La contribution financière de la personne handicapée accueillie ou hébergée représente sa participation à sa prise en charge éducative et rééducative ainsi qu'au fonctionnement global du centre.

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Le centre de jour perçoit auprès de la personne handicapée une contribution financière mensuelle fixée comme suit :

— lorsqu'elle est âgée de moins de 21 ans : € 90 de prise en charge;

— lorsqu'elle est âgée de 21 ans et plus : € 164 de prise en charge;

— s'il y a lieu, forfait pour frais de transports, pour les adultes seulement :

- à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale : € 42;

- à l'extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale : € 60.

§ 2. En fonction de la présence hebdomadaire indiquée dans la convention personnalisée, la contribution financière est réduite par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus.

**Art. 52.** Le centre d'hébergement perçoit auprès de la personne handicapée la contribution financière fixée comme suit :

1. Pour une personne handicapée qui bénéficie d'allocations familiales, la contribution financière est due par mois de prise en charge et correspond aux 2/3 des allocations familiales ordinaires majorées des suppléments d'âge et éventuellement du chef de l'existence d'un handicap sans que ce montant ne puisse être inférieur à € 131.

S'il s'agit d'un orphelin, de l'enfant d'un travailleur invalide, de l'enfant d'un pensionné ou de l'enfant d'un chômeur de plus de 6 mois, la contribution financière est la même que celle qui serait la sienne s'il n'appartenait pas à l'une de ces catégories.

2. Pour une personne handicapée à partir de 21 ans et non scolarisée, la contribution financière est fixée à € 838 par mois de prise en charge. Une somme minimale de € 146 par mois reste à la disposition de la personne handicapée. Pour les travailleurs, cette somme est portée à un tiers du salaire mensuel net sans pouvoir être inférieur à € 191.

3. Pour les autres personnes handicapées, la contribution financière est fixée à € 131 par mois de prise en charge.

4. Si la personne handicapée est absente au cours du mois considéré pendant les jours de week-end et les jours fériés, elle bénéficie d'une réduction de sa contribution financière de 25 %.

5. Si la personne handicapée est absente au cours du mois considéré pendant au moins la moitié des jours de week-end et fériés, elle bénéficie d'une réduction de sa contribution financière de 15 %.

6. Si la personne handicapée à partir de 21 ans et non scolarisée est absente au cours de l'année au moins 24 jours hors jours de week-end et jours fériés, elle bénéficie d'une réduction d'un mois de sa contribution financière calculée chaque 31 décembre, au prorata de la période de prise en charge pendant l'année civile considérée.

7. Si une autre personne handicapée est absente au cours de l'année au moins 24 ou au moins 48 jours hors jours de week-end et jours fériés, elle bénéficie d'une réduction de respectivement un ou deux mois de sa contribution financière calculée chaque 31 décembre, au prorata de la période de prise en charge pendant l'année civile considérée.

**Art. 53.** Pour les mois incomplets, les montants prévus au présent chapitre sont réduits au prorata de la durée de la prise en charge, en tenant compte de 30 jours par mois en centre de jour et de 30 nuits par mois en centre d'hébergement.

Pour les hébergements de crise ou de court séjour, seules les dispositions 1<sup>er</sup> à 3 de l'article 52 sont d'application, moyennant une réduction des montants par nuit de non-prise en charge en tenant compte de 30 nuits par mois.

Pour les hébergements légers, les dispositions de l'article 52 sont d'application, moyennant une réduction des montants de 20 %.

**Art. 54.** La personne handicapée accueillie à la fois en centre de jour et en centre d'hébergement agréés par la Commission communautaire française contribue uniquement à sa prise en charge en centre d'hébergement.

**Art. 55.** Les centres adressent mensuellement à la personne handicapée ou à son représentant légal le décompte de sa contribution financière correspondant à la prise en charge au cours du mois précédent.

**Art. 56.** Si la personne handicapée ne peut verser sa contribution financière, elle peut introduire auprès de l'administration une demande d'obtention d'un taux réduit. Cette demande est accompagnée de toutes les preuves qu'elle ne peut verser l'un des taux prévus.

Sur base de ces éléments, l'équipe pluridisciplinaire fixe la contribution financière de la personne handicapée en tenant compte de ses revenus et de ses charges familiales réelles.

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et d'accueil ou d'activités des personnes bénéficiaires.

§ 2. Dans un centre d'hébergement, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;
- b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- c) les frais d'aides techniques;
- d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur;
- e) Les frais d'achat de vêtement et de chaussures y compris la réparation;
- f) Les accessoires de toilette;
- g) Les frais extérieurs de toilette et de soins.

§ 3. Dans un centre de jour, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;
- b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- c) les frais d'aides techniques;
- d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur.

**Art. 58.** Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière, les frais exposés en vue d'assurer à la personne accueillie ou hébergée, à sa demande, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs qui n'entrent pas dans leur projet collectif.

**Art. 59.** Dans les trois mois qui suivent la date d'envoi du décompte mensuel visé à l'article 55, le centre adresse à la personne handicapée ou à son représentant légal deux rappels écrits dont le dernier par recommandé avec accusé de réception. Si le centre n'a pas perçu ce montant dans les trois mois qui suivent l'envoi du pli recommandé, le montant de la contribution financière n'est pas déduit de la subvention annuelle et, le jour suivant ce délai, la créance est réputée à charge de la Commission communautaire française.

La réception par l'administration d'une demande de réduction de la contribution visée à l'article 56 suspend ces délais jusqu'à la date de décision de l'équipe pluridisciplinaire.

**Art. 60.** Les pièces justificatives relatives aux contributions financières doivent être introduites auprès de l'administration sur une base annuelle au plus tard le 31 juillet de l'année suivante.

#### CHAPITRE IV . — *La gestion des biens de la personne handicapée en centre d'hébergement*

**Art. 61.** Toute somme d'argent dont dispose la personne handicapée, pour ses dépenses courantes et éventuellement pour couvrir les frais prévus aux articles 57, § 2 et 58, doit figurer sur une fiche comptable individuelle dont le modèle est fixé par l'Administration.

Le cas échéant, une attestation d'ouverture d'un compte individuel auprès d'un organisme bancaire est jointe à cette fiche comptable. Toute opération effectuée dans le cadre de la gestion des dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est portée sur la fiche comptable, dans les huit jours.

A la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, un relevé de la comptabilité personnelle lui est fourni dans les huit jours.

Le décompte annuel est transmis automatiquement à la personne handicapée ou à son représentant légal au terme de l'année civile et au départ de la personne handicapée.

**Art. 62.** Il est interdit à toute personne exerçant directement ou indirectement un mandat ou une activité dans un centre :

- d'administrer les biens des personnes handicapées, sauf dans le respect des dispositions énoncées à l'article 61 et sans préjudice des législations relatives à la protection des biens des personnes handicapées;
- d'opérer la confusion du patrimoine.

**Art. 63.** La fiche comptable individuelle ainsi que les documents relatifs aux comptes individuels ouverts par le centre conformément à l'article 61 sont tenus à la disposition de l'Administration qui peut les contrôler à tout moment.

**Art. 64.** Le fonctionnaire de l'Administration chargé du contrôle ne peut être parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement d'un administrateur, d'un membre du personnel de ces centres ou d'une personne handicapée accueillie dans un de ces centres.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 65.** L'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrégation des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les modalités de la suspension ou du retrait de l'agrégation des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 25 janvier 1971 fixant les conditions d'agrégation des homes de court séjour pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 2 juillet 1973 fixant les conditions d'agrégation des centres de jour pour handicapés majeurs non travailleurs est abrogé.

L'arrêté royal du 12 décembre 1975 fixant les conditions d'agrégation de centres d'observation, d'orientation et de traitement médico-psycho-pédagogiques pour handicapés ainsi que les règles particulières à suivre pour déterminer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des handicapés qui y sont placés à charge des pouvoirs publics est abrogé.

L'arrêté royal du 11 juillet 1980 déterminant un programme de subventionnement et d'agrégation d'institutions pour handicapés pour la Communauté française est abrogé.

**Art. 66.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 25 septembre 1985, est abrogé.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 février 1985 organisant le contrôle des valeurs mobilières appartenant à des personnes handicapées bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, partiellement annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 février 1987, est abrogé.

**Art. 67.** L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 16 décembre 1992 établissant les plans, comptes et bilans normalisés des instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées établis dans la Région de Bruxelles-Capitale qui ont exercé le droit d'option en Communauté française est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 décembre 1999 déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié, est abrogé.

**Art. 68.** Les articles 76, 77, 81, 82 et 83 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées sont abrogés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

**Art. 69.** Afin de se conformer aux dispositions prévues aux articles 21 à 30, les centres doivent introduire auprès de la Commission communautaire française une demande de subvention à l'infrastructure.

Les normes architecturales existantes au 31 décembre 2002 demeurent d'application pour chaque centre aussi longtemps qu'une décision favorable de subvention à l'infrastructure n'a pu être prise en sa faveur.

**Art. 70.** Si en exécution de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 décembre 1999 déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapés, le barème retenu dans le cadre de la subvention d'un membre du personnel ouvrier est inférieur à celui qui était d'application le 31 décembre 1998, le barème en vigueur à cette date est néanmoins retenu pour la subvention.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 71.** Les montants repris aux articles 44, 46, 49, 51 et 52 sont révisables et liés à l'indice-santé de référence de décembre 2001.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, ils sont adaptés annuellement chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-santé moyen de l'année n-1}}{\text{indice-santé moyen de l'année n-2}}$$

**Art. 72.** A l'article 99 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, les mots « 31 décembre 2001 » sont remplacés par « 31 décembre 2002 ».

**Art. 73.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003 à l'exception de l'article 49 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et de l'article 70 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Art. 74.** Le membre du Collège chargé de la politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,  
Président du Collège

W. DRAPS,  
Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées

A. HUTCHINSON,  
Membre du Collège chargé du Budget



**Annexe 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement agréés par la Commission communautaire française**

## ELEMENTS DU PROJET COLLECTIF DES CENTRES DE JOUR ET DES CENTRES D'HEBERGEMENT

## 1. Objectifs généraux du centre

## 2. Caractéristiques du projet

## 2.1. Présentation générale du centre

- Type d'agrément du centre
- Entités connexes au centre (présence d'une école, d'une crèche, etc.)
- Finalités du projet collectif
- Options philosophiques du centre
- Cadre éthique de l'action (charte)
- Références théoriques

## 2.2. Populations accueillies

- Caractéristiques (relatives au handicap, médicales, sociale, géographiques, nombre, sexe, âge)
- Niveau d'autonomie

## 2.3. Organisation générale

## 2.3.1. Admission

- Critères et procédure d'admission
- Critères et mesures de réorientation ou d'exclusion

## 2.3.2. Prise en charge

- Coordination interdisciplinaire de la prise en charge (existence d'un référent assurant le suivi du projet, etc.)
- Collaboration, concertation, coordination et évaluation au sein du centre :
  - \* entre et avec les personnes handicapées : mode de concertation prévu, rythme, gestion des réunions;
  - \* avec la famille : mode de collaboration, objectifs, rythme, intervenants assurant les contacts, partenariat avec les familles (soutien, guidance ou médiation familiale);
  - \* entre travailleurs : différents types de réunions, rythme, objet, intervenant;
  - \* avec l'extérieur : partenaires, intervenants assurant les contacts.
- Détermination et organisation des prises en charge paramédicales : critères, logique, procédure, évaluation
- Modalités de répartition des personnes handicapées dans les groupes ou les unités de vie (critères, logique, procédure de révision de la répartition).

## 2.4. Elaboration du projet individuel et évaluation

- Modalités d'évaluation des compétences et des besoins de chaque personne handicapée compte tenu de son projet de vie
- Définition des objectifs, élaboration et adaptation d'une convention personnalisée
- Modalités d'évaluation des stratégies choisies et des outils utilisés
- Modalités d'élaboration du projet individuel (suivi des actions, partenaires, responsabilités, délais, place réservée concrètement à la personne et à sa famille, intervenants impliqués prioritairement)

## 2.5. Facteurs de confort

- Période de fermeture éventuelle (date(s), permanence, solution d'accueil alternative)
- Organisation de l'accueil de la personne handicapée et de sa famille (Accueil téléphonique, accueil sur place, nombre et organisation des repas, qualité et quantité des repas, variété des menus, Valeur diététique et respect des régimes, services annexes, mode de transport, etc.)



## 2.6. Réseau relationnel

- Partenaires concernés par l'action du centre
- Commanditaires, prescripteurs, organisations similaires
- Attentes, modes de communications réciproques, etc.
- Mode d'organisation des relations personnelles des personnes handicapées avec leur entourage
- Lieux où les personnes accueillies exercent leur autonomie (divers commerces, services spécialisés travaillant dans la ligne du projet, activités sportives, culturelles, loisirs et vacances)

## 2.7. Personnel

- Organigramme fonctionnel et hiérarchique
- Définition des rôles des différentes catégories d'intervenants
- Répartition des fonctions entre les membres de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale
- Formations : objectifs

## 2.8. Implantation

### 2.8.1. Situation du centre

- Présence d'un parc, de jardins, d'infrastructures annexes (piscine, gymnase, salles diverses d'activités, etc.)
- Accès aux transports en commun
- Accès à un réseau extérieur d'infrastructures (gymnase, piscine, etc.); à l'inverse, accueil de personnes venues de l'extérieur

### 2.8.2. Infrastructure du centre

- Cohérence par rapport à la population ciblée et son évolution (locaux pour activités particulières)

## 2.9. Utilisation d'un matériel spécialisé

- Utilisation de l'outil informatique et objectifs poursuivis
- Utilisation d'un matériel adapté, collectif ou individuel
- Utilisation de véhicules (bus avec ou sans adaptation, etc.)

---

Note

Les dispositions en italique sont indicatives.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 avril 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,  
Président du Collège de la Commission communautaire française

W. DRAPS,  
Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées

A. HUTCHINSON,  
Membre du Collège chargé du Budget

**Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément  
et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement**

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT  
ET DE LA SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES DES CENTRES DE JOUR (C.J.),  
ET DES CENTRES D'HEBERGEMENT (C.H.)

		cj	ch
<b>SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES</b>			
<b>1.</b>	<b>Soins</b>		
	Achats de biens pharmaceutiques – Spécialités		X
	Achats de prothèses dentaires		X
	Achats de lunettes et autres prothèses de l'œil		X
	Achats de prothèses orthopédiques, acoustiques et voiturettes		X
	Achats de matériel disponible		X
	Achats d'accessoires et de produits de toilette		X
	Honoraires de médecins et dentistes (hors cadre institutionnel)		X
	Honoraires de paramédicaux (hors cadre institutionnel)		X
	Services extérieurs de toilette et de soins		X
	Séjours dans un établissement hospitalier		X
<b>2.</b>	<b>Education, rééducation et autres activités spécifiques hors loisirs</b>		
	Achats de fournitures scolaires		X
	Achats de biens et de services pour l'éducation, la rééducation et d'autres activités spécifiques hors loisirs	X	X
	Achats de matériel didactique (remboursable)	X	X
	Achats de matériel didactique (non remboursable)	X	X
	Achats de matières premières pour activités artisanales	X	X
<b>3.</b>	<b>Loisirs hors vacances</b>		
	Achats de biens et services pour les loisirs hors vacances		X
<b>4.</b>	<b>Transport et déplacements</b>		
	Accompagnement des personnes handicapées	X	X
	Personnes handicapées non accompagnées	X	X
<b>5.</b>	<b>Alimentation</b>		
	Frais de restauration de la personne handicapée (indemnités ou frais réels)	X	X
	Achats de biens alimentaires	X	X
	Achats de services alimentaires	X	X
<b>6.</b>	<b>Habillement</b>		
	Achats de vêtements		X
	Achats de petit matériel et petites fournitures pour vêtements	X	X
	Achats chaussures et de produits d'entretien pour chaussures		X
	Achats de petit matériel et petites fournitures pour chaussures	X	X
	Services extérieurs d'entretien et de réparation de vêtements		X
	Services extérieurs de réparation de chaussures		X
<b>7.</b>	<b>Vacances (c'est-à-dire séjours résidentiels hors centre)</b>		
	Locations (y compris charges locatives)	X	X
	Transports	X	X
	Loisirs	X	X
	Vacances achetées	X	X
<b>8.</b>	<b>Lingerie</b>		
	Achats de petit matériel et fournitures de literie (draps et housses)	X	X
<b>9.</b>	<b>Buanderie</b>		
	Achats de produits pour buanderie	X	X
	Services extérieurs de buanderie	X	X
<b>10.</b>	<b>Informatique</b>		
	Entretien et réparations matériel informatique	X	X
	Fournitures informatiques	X	X
	Internet	X	X
	Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)	X	X
<b>11.</b>	<b>Entretien et réparation voiturettes pour personnes handicapées</b>	X	X

## SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

1. **Soins**  
Achats de biens pharmaceutiques – produits courants  
Achats de petit matériel de soin
2. **Alimentation**  
Achats de petit matériel de cuisine
3. **Lingerie**  
Achats de linge de maison  
Services extérieurs de réparation de literie
4. **Frais de gestion du personnel**  
Abonnements aux revues professionnelles et documentation  
Frais de recrutement  
Secrétariat social
5. **Loyers et charges locatives**  
Loyers immeubles  
Redevances emphytéotiques  
Charges locatives immeubles  
Location matériel et équipement
6. **Energie**  
Mazout de chauffage  
Electricité  
Gaz  
Eau
7. **Entretiens et réparations**
  - 7.1. Terrains et constructions  
Nettoyage  
Entretien et réparations extérieurs des bâtiments  
Entretien et réparations intérieurs des bâtiments  
Entretiens jardins
  - 7.2. Installations  
Entretien et réparations installations techniques  
Entretien et réparations installations et équipement de cuisine  
Entretien et réparations installations et équipement de buanderie  
Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical  
Entretien et réparations équipement médical et paramédical  
Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien  
Contrôles obligatoires opérés par des tiers
  - 7.3. Mobilier et matériel roulant  
Entretien et réparations mobilier  
Entretien et réparations matériel de bureau  
Entretien et réparations matériel informatique  
Entretien et réparations matériel roulant
8. **Assurances**  
Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel  
Assurances vol, incendie et dégâts  
Assurances voitures et véhicules de l'institution  
Assurances omnium missions  
Autres assurances
9. **Transports, déplacements**  
Carburant pour véhicules de service  
Locations véhicules de service  
Missions
10. **Autres frais de gestion générale**  
Fournitures de bureau  
Fournitures informatiques  
Téléphone, fax  
Frais postaux  
Internet  
Frais de réunion des conseils et assemblées  
Frais de représentation  
Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)  
Honoraires comptables externes  
Honoraires réviseur  
Honoraires avocats et notaires  
Honoraires Conseiller en prévention  
Autres honoraires  
Publicité, annonces et insertions  
Frais d'affiliation à divers organismes (plafonnés à BEF 75 000)

- 11. Amortissements**  
 Amortissements sur frais de premier établissement  
 Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles  
 Dotation aux amortissements sur constructions  
 Dotation aux amortissements sur installations  
 Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant  
 Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires  
 Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles
- 12. Autres charges d'exploitation**  
 Précompte immobilier  
 Taxe sur le patrimoine des A.S.B.L.  
 Taxe de circulation  
 Taxe et redevances radio-T.V.  
 Taxes locales (immondices, égouts, etc.)
- 13. Charges financières**  
 Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés  
 Charges financières sur dettes à long terme  
 Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement  
 Charges financières sur dettes à court terme  
 Frais bancaires
- 14. Charges sur exercices antérieurs**  
 Rattrapage sur exercices antérieurs  
 Services et biens divers  
 Rémunérations charges sociales et pensions  
 Amortissements  
 Autres charges d'exploitation  
 Charges financières

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 avril 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,  
Président du Collège

W. DRAPS,  
Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées

A. HUTCHINSON,  
Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2138

[C — 2002/31273]

**25 APRIL 2002. — Besluit 99/262/E1 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten**

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd bij de speciale wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitvoering van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitvoering van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op de adviezen van de afdeling « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Volksgezondheid, gegeven op 5 maart 1999, op 15 en op 18 maart 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 april 2002;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met het budget, gegeven op 24 april 2002;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 over de aanvraag om advies die de Raad van State moet geven binnen een termijn die een maand niet overschrijdt;

Gelet op het advies van de Raad van State, bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid;

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

##### *Afdeling 1. — Definities*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« centrum » : dagcentrum of verblijfscentrum;

« administratie » : de Franstalige Brusselse dienst voor gehandicapten, opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998;

« pluridisciplinaire equipe » : ingesteld krachtens artikel 10 van het decreet;

« lid van het College » : het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het gehandicaptenbeleid;

« besluit van het College van 18 oktober 2001 » : besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetgevingen betreffende de toelagen toegekend in de sector van het beleid inzake en volksgezondheid en bijstand aan personen en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten aangaande de sectoren van de bijstand aan personen, de volksgezondheid, de gehandicapten en de socio-professionele inschakeling.

« afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad » : afdeling « gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Volksgezondheid.

**Art. 3. § 1.** Een dagcentrum wordt opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 60 van het decreet om de onder artikel 61 van het decreet omschreven opdrachten te vervullen. Het is bestemd hetzij voor volwassenen, hetzij voor niet-schoolgaande kinderen.

Het verzekert het ganse jaar de verzorging van de opgevangen gehandicapten. Het is minstens acht uur per dag open en staat in voor minstens zes uur educatieve en reëducatieve activiteiten met de opgenomen personen, het middagen inclusief. Het centrum is gesloten tijdens de week-ends en op feestdagen, behoudens de door het collectief project onder artikel 5, 10 bedoelde uitzondering. Daarenboven kan het collectief project sluitingsperiodes bepalen, voor zover er door het dagcentrum een andere oplossing wordt geboden voor de opvang van de opgevangen personen die hierom vragen.

§ 2. Een verblijfscentrum wordt opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 65 van het decreet om de onder de artikelen 66 en 67 van het decreet omschreven opdrachten te vervullen.

Het verblijfscentrum verzekert het ganse jaar de verzorging van de gehandicapten die er verblijven. Het staat eveneens in voor :

1. het verstrekken van een maaltijd 's ochtends en 's avonds;
2. het verstrekken van een maaltijd 's middags wanneer de persoon die er verblijft overdag aanwezig is;
3. in voorkomend geval, het onderhoud van de kleding overeenkomstig de door het lid van het College goedgekeurde bepalingen;
4. het verstrekken en het onderhoud van het linnengoed.

Behalve tijdens de week-ends en op feestdagen, staat het verblijfscentrum minstens tijdens de werkdagen voor dit takenpakket in en dit, vanaf ten laatste 17 uur tot minstens 9 uur 's ochtends. Daarenboven kan het onder artikel 5, 10 bedoeld collectief project sluitingsperiodes vastleggen, voor zover er door het verblijfscentrum een andere oplossing wordt geboden voor het verblijf van de gehandicapten die hierom vragen.

§ 3. Het College bepaalt, voor elk centrum, een erkende capaciteit, namelijk het maximumaantal gehandicapten dat het gelijktijdig mag herbergen.

§ 4. In het kader van de erkende capaciteit kan een verblijfscentrum vragen om een deel of de totaliteit van zijn capaciteit te reserveren voor het verblijf van gehandicapten waarvoor een crisisopvang of een kort verblijf nodig is.

§ 5. In het kader van de onder artikel 4, § 2 bedoelde erkende maximumcapaciteit, kan het College bepaalde plaatsen reserveren voor het verblijf van gehandicapten die een lichtere opvang nodig hebben dan deze voorzien onder § 2.

§ 6. Op voorstel van het bestuur en met inachtneming van de onder de artikelen 21 tot 31 bedoelde architecturale normen, kan het lid van het College een uitzonderlijke afwijking van de erkende capaciteit van een dagcentrum toekennen, om het in staat te stellen een gehandicapte, die verblijft in een verblijfscentrum waarmee het de infrastructuur deelt, op te vangen.

Deze maatregel is gerechtvaardigd door de wijziging van de activiteit van de gehandicapte overdag.

De afwijking dekt enkel bovengenoemde gehandicapte die prioritair wordt wanneer er een plaats vrijkomt in de erkende capaciteit.

§ 7. Onder opgevangen of gehuisveste gehandicapte moet worden verstaan de gehandicapte die verzorgd wordt, op toelating van de pluridisciplinaire equipe, in een dagcentrum of een verblijfscentrum.

Worden gelijkgesteld met een verzorging, de volgende afwezigheidsperioden :

1. elke afwezigheid van maximum 6 opeenvolgende weken waarvoor een justificatoir bescheid in het individueel dossier opgenomen is;
2. elke afwezigheid van meer dan 6 opeenvolgende weken waarvoor bovendien een justificatoir bescheid door het centrum aan het Bestuur wordt overgemaakt;
3. elke afwezigheid van meer dan 3 opeenvolgende maanden waarvoor een doktersattest of een hospitalisatiebewijs door het centrum aan het Bestuur wordt overgemaakt en voor zover dat de pluridisciplinaire equipe de tussenkomst ten gunste van de opgevangen of gehuisveste gehandicapte bevestigd heeft.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** De som van de erkende capaciteiten van de dagcentra, vastgesteld per 1 januari 2003, vertegenwoordigt de maximum erkende capaciteit voor het Brussels Hoofdstedelijk Grondgebied. Zij omvat de capaciteiten die toegekend werden door principebeslissingen die betrekking hebben op de aankoop, de constructie of de inrichting van gebouwen.

Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen de respectievelijke maximum erkende capaciteiten van de dagcentra voor niet-schoolgaande kinderen en de dagcentra voor volwassenen.

§ 2. De som van de erkende capaciteiten van de verblijfscentra, vastgesteld per 1 januari 2003, vertegenwoordigt de maximum erkende capaciteit voor het Brussels Hoofdstedelijk Grondgebied. Zij omvat de capaciteiten die toegekend werden door principebeslissingen die betrekking hebben op de aankoop, de constructie of de inrichting van gebouwen.

Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen de respectievelijke maximum erkende capaciteiten van de verblijfscentra voor niet-schoolgaande kinderen en de verblijfscentra voor volwassenen. De capaciteit die gereserveerd wordt voor crisisopvang of een verblijfsperioden evenals voor lichte opvang moet geïdentificeerd worden.

§ 3. Elke wijziging van de maximum erkende capaciteiten, de verdeling ervan inclusief, moet het voorwerp zijn van een beslissing van het College op advies van de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad.

## HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

### *Deel 1. — De voorwaarden en de procedure*

**Art. 5.** Om te worden erkend, moet een dagcentrum of een verblijfscentrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. de zetel van zijn activiteiten op het Brussels Hoofdstedelijk Grondgebied vestigen;
2. zich richten naar de verplichtingen die inherent zijn aan de wettelijke en verordenende bepalingen die erop rusten;
3. er zich toe verbinden de opname in het centrum niet afhankelijk te maken van een tegenprestatie in speciën of in natura vanwege de gehandicapte, zijn wettelijke vertegenwoordiger of zijn familie;
4. beschikken over lokalen die beantwoorden aan de onder de artikelen 21 tot 31 voorziene normen en instaan voor de aanpassingswerken aan de gebouwen rekening houdend met de opgevangen of gehuisveste personen;
5. de onder deel drie van dit artikel voorziene omkaderingsnormen naleven;
6. instaan voor de opvang of het verblijf – gelijkwaardig voltijds – van minstens 15 gehandicapten per erkend centrum; het gelijkwaardig voltijds minimumaantal gehandicapten wordt evenwel op 20 gebracht wanneer dezelfde v.z.w. twee centra omvat;
7. een Raad van Gebruikers samenstellen, zoals voorzien onder artikel 17;
8. een individueel dossier samenstellen voor elke opgevangen of gehuisveste gehandicapte, zoals voorzien onder artikel 20;
9. met elke opgevangen of gehuisveste gehandicapte, een verpersoonlijkte prestatieovereenkomst afsluiten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 19;
10. in overleg met het personeel ter plekke, een collectief project opmaken opgevat op basis van bijlage 1 en waarin het model is opgenomen van de verpersoonlijkte prestatieovereenkomst die met elke opgevangen of gehuisveste gehandicapte of met zijn wettelijke vertegenwoordiger moet worden afgesloten;
11. binnen de limieten van artikel 67, tweede lid van het decreet, en in een pluridisciplinaire geest, de psychologische, educatieve, reëducatieve en sociale omkadering verzekeren die rekening houdt met zijn collectief project;
12. een huishoudelijk reglement opmaken overeenkomstig de bepalingen van artikel 18. De Raad van Gebruikers moet een advies uitbrengen over dit reglement evenals over elke wijziging ervan;
13. een advies over maken aan het bestuur, conform het door dit laatste bepaald model, naarmate het gaan en komen van opgevangen of gehuisveste gehandicapten;
14. een register met de aanwezigheid van de opgevangen of gehuisveste gehandicapten, conform het door het bestuur bepaald model, ter beschikking houden van dit laatste;
15. de voortgezette opleiding van het personeel verzekeren in functie van zijn activiteiten;



16. jaarlijks een activiteitenverslag aan het bestuur overmaken met betrekking tot :
- de statistische gegevens over de opgevangen of gehuisveste gehandicapten, op basis van door het bestuur bepaalde parameters;
  - de tenuitvoerlegging van het collectief project en van de activiteiten;
  - de verwezenlijkingen in termen van sociale integratie van de opgevangen of gehuisveste gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;
  - de evaluatie van de onder artikel 6, punt 16 voorziene samenwerkingsovereenkomsten;
  - de voortgezette opleiding van het personeel;
  - de in dit artikel voorziene adviezen van de Raad van Gebruikers;
17. zich onderwerpen aan de door het bestuur uitgevoerde evaluaties, bezoeken en gecoördineerde controles en het bestuur elk justificatoir bescheid bezorgen dat het nodig heeft voor de uitoefening van zijn controle;
18. een boekhouding per kalenderjaar voeren volgens het door het bestuur bepaalde model, zoals voorzien onder artikel 16;
19. binnen de vijftien dagen het bestuur op de hoogte brengen van elke wijziging aangaande de erkenningsvoorwaarden en de betoelaging van het centrum en, in het bijzonder, van elke wijziging aangaande het personeel.

Voor elk personeelslid dat tijdens de erkenningsperiode in dienst is genomen, maakt het centrum een kopie van zijn arbeidscontract over aan het bestuur, evenals elk bewijs dat hij voldoet aan de reglementaire voorwaarden aangaande zijn beroep en zijn anciënniteit. Vóór de indienstneming eist het centrum een bewijs van goed zedelijk gedrag, waarvan de datum van afgifte die van het opnemen van de functie met niet meer dan drie maand mag voorafgaan. Dit document maakt deel uit van het persoonlijk dossier van elk personeelslid.

**Art. 6.** De aanvraag om erkenning van een centrum moet per aangetekend schrijven bij het bestuur worden ingediend, volgens het model dat dit laatste in dat opzicht heeft opgemaakt. De erkenning in de hoedanigheid van dag- en verblijfscentrum zijn het voorwerp van onderscheiden aanvragen

Het bestuur bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen de tien dagen.

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten en inlichtingen worden bijgevoegd :

1. een kopie van de statuten van de v.z.w. zoals ze werden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen, evenals de lijst van de leden van de Raad van Bestuur;
2. de naam van het centrum, het adres van zijn maatschappelijke zetel en van zijn activiteitenzetels;
3. de specificiteiten, de aantallen en de leeftijdscategorie van de personen waarvoor het centrum een erkenning vragen;
4. de beschrijving van de huidige of de geplande activiteiten, het collectief project en de datum van aanvang van de gevraagde erkenning;
5. het model van overeenkomst van verpersoonlijkte prestatie;
6. de naam van de verantwoordelijke belast met het dagelijks beheer en door de inrichtende macht gemachtigd om het centrum te vertegenwoordigen;
7. een kopie van de plannen van de verschillende niveaus van de ingenomen verdiepingen met vermelding van de bestemming en de netto-oppervlakte van de lokalen; deze plannen worden opgemaakt door een architect of een meetkundig schatter;
8. het verslag van de gewestelijke brandweerdienst dat minder dan drie maand oud is;
9. de lijst van het personeel van het centrum met, voor elk personeelslid, de kwalificaties, de functie, het dagelijks prestatievolume of, bij ontstentenis, het personeelsaanwervingsplan;
10. voor elk personeelslid, de kopie van arbeidscontract evenals elk bewijs dat hij voldoet aan de reglementaire voorwaarden aangaande zijn beroep en zijn anciënniteit;
11. een kopie van het contract inzake verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor deze personeelsleden en voor de opgevangen en gehuisveste gehandicapten;
12. de lijst van de opgevangen en gehuisveste gehandicapten en van de kandidaturen, met vermelding van hun aantal en leeftijd;
13. de lijst van de specifieke voorzieningen;
14. het arbeidsreglement;
15. het huishoudelijk reglement;
16. de met derden afgesloten overeenkomsten voor de realisatie van het collectief project.

**Art. 7.** Als de aanvraag van het centrum niet volledig is, brengt het bestuur de aanvrager hiervan op de hoogte en deze laatste beschikt dan over een termijn van drie maand om zijn aanvraag te vervolledigen. Bij ontstentenis wordt de aanvraag als zijnde van nul en gener waarde.

**Art. 8.** Wanneer de aanvraag volledig is, onderzoekt het bestuur de aanvraag om erkenning en orgnaiseert het een bezoek om na te gaan of het centrum aan de erkenningsvoorwaarden beantwoordt.

Het bestuur maakt de aanvraag over aan het College. Het voegt er een voorstel tot erkenning bij. Het lid van het College legt het voorstel voor aan de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad. Het preciseert de termijn die voor het advies is voorzien.

Binnen de dertig dagen volgend op het uitbrengen van dit advies, maakt het bestuur het over aan het lid van het College, samen met een voorstel van beslissing.

De beslissing wordt genomen door het College en door het bestuur aan de aanvrager betekend.

**Art. 9.** Het College verleent de erkenning voor een duur van vijf jaar, erkenning die niet van kracht mag worden op een vroegere datum dan deze van de ontvangst van de aanvraag.

Deze duur is hernieuwbaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 11.

**Art. 10.** De erkenningsbeslissing preciseert de specificiteiten van de opgevangen of gehuisveste personen, de erkende capaciteit en, indien nodig, de capaciteit gereserveerd voor het crisisverblijf, het kort verblijf of het licht verblijf, met verwijzing naar het collectief project.

Het College kan, op voorstel van het bestuur, de erkende capaciteit verminderen als :

a) buiten de erkende capaciteit die voor het crisisverblijf of het kortetermijnverblijf is gereserveerd, het aantal opgevangen of gehuisveste gehandicapten gedurende zes opeenvolgende maanden verminderd is :

— met minstens 10 % als de erkende capaciteit de 100 eenheden niet overschrijdt;

— met minstens 10 eenheden als de erkende capaciteit de 100 eenheden overschrijdt;

b) het centrum weigert regelmatig gehandicapten waarvan de opname door de pluridisciplinaire equipe werd toegelaten, op te vangen of te huisvesten, terwijl de erkende capaciteit van het centrum nog niet bereikt is.

**Art. 11.** De aanvraag om hernieuwing van de erkenning van een centrum wordt ten laatste zes maand na het verstrijken van de periode die door de voorgaande erkenningsbeslissing gedekt wordt, bij het bestuur ingediend.

Het centrum blijft erkend tot wanneer het College over de aanvraag om hernieuwing heeft beslist.

De documenten die in het oorspronkelijk dossier voorkomen moeten niet bij de aanvraag om hernieuwing worden bijgevoegd, voorzover ze nog steeds conform de oorspronkelijke situatie zijn.

Het bestuur onderzoekt de aanvraag om hernieuwing van de erkenning en organiseert een bezoek om na te gaan of het centrum nog steeds beantwoordt aan de voorwaarden voor erkenning.

**Art. 12.** De aanvraag om wijziging van de erkenning wordt door een centrum bij het bestuur ingediend. Deze aanvraag preciseert en motiveert het voorwerp van de wijziging.

Het bestuur informeert het centrum over de elementen die nodig zijn voor het onderzoek van de aanvraag. Deze aanvraag wordt onderzocht volgens de regels die van toepassing zijn op de aanvraag om erkenning.

**Art. 13.** Het centrum dat niet meer voldoet aan één van de voorwaarden voor erkenning wordt hiervan op de hoogte gebracht door het bestuur dat het centrum verzoekt om zich in orde te stellen.

**Art. 14.** Wanneer aan deze voorwaarde nog steeds niet is voldaan binnen een termijn van twee maand, richt het bestuur, per aangetekend schrijven, een met redenen omklede ingebrekestelling aan het centrum.

Wanneer het bestuur, na een termijn van één maand, vaststelt dat nog steeds niet is voldaan aan de voorwaarden tot erkenning, maakt het een voorstel tot opening van de procedure tot opschorting of tot intrekking van de erkenning over aan het lid van het College. Dit voorstel houdt rekening met de situatie van het personeel en van de gehandicapten.

Wanneer het lid van het College dit voorstel goedkeurt geeft het bestuur hiervan per aangetekend schrijven kennis aan het centrum en informeert het de Raad van Gebruikers. Het centrum beschikt over dertig dagen om een memorie in te dienen en om zich, op zijn verzoek, te laten horen bij het bestuur dat de dag en het uur van de hoorzitting bepaalt.

Binnen de dertig dagen volgend op de hoorzitting, maakt het bestuur een voorstel van behoud, van opschorting of van intrekking van de erkenning over aan de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad die zijn advies geeft binnen de dertig dagen na de aanhangigmaking.

Het bestuur legt, binnen de dertig dagen die volgen op het advies van de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad, dit voorstel, samen met dit advies, voor aan het lid van het College. Het College doet een uitspraak binnen de twee maand na de ontvangst van dit advies.

De beslissing van het College wordt door het bestuur per aangetekend schrijven betekend.

**Art. 15.** De beslissing tot opschorting of tot intrekking van de erkenning houdt de stopzetting van de toelagen aan het centrum in op het door het College bepaalde datum. Daarenboven, in geval van intrekking, wordt overgegaan tot de terugvordering van het niet afgeschreven deel van de eventueel inzake infrastructuur toegekende toelagen.

Het bestuur deelt de beslissing tot opschorting of tot intrekking van de erkenning onverwijld mede aan het personeel van het centrum en aan hun syndicale vertegenwoordigers.

Het centrum deelt de beslissing tot opschorting of tot intrekking van de erkenning onverwijld mede aan de opgevangen of gehuisveste gehandicapten of aan hun wettelijke vertegenwoordigers. Ingeval het centrum hierin tekort schiet, vervult het bestuur deze verplichting.

**Art. 16.** Elk erkend centrum moet zijn boekhouding voeren overeenkomstig de door het lid van het College goedgekeurde plannen, rekeningen en balansen.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar. Een analytische boekhouding per erkenning en de balans van de v.z.w. worden, samen met de verslagen, hetzij van de bedrijfsrevisoren, hetzij van de commissarissen-revisoren, uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het boekjaar, aan het bestuur overgemaakt.

**Art. 17.** Binnen het centrum wordt de Raad van Gebruikers samengesteld uit de opgevangen of gehuisveste gehandicapten of, in het voorkomend geval, uit hun wettelijke vertegenwoordigers, samen met een vertegenwoordiger van de directie en een door het personeel aangeduid personeelslid. De directeur van het centrum moet er de regelmatige werking van verzekeren en dit, minstens twee maal per jaar. Een personeelslid staat in voor het secretariaat.

De opdracht van de Raad van Gebruikers bestaat erin alle suggesties aangaande de levenskwaliteit en de praktische organisatie, naargelang het geval, de opvang of het verblijf van de gehandicapten, te formuleren. In dat opzicht maakt de directeur van het centrum hem alle informatie over die nodig is voor het vervullen van zijn opdracht.

De Raad bepaalt zijn manier van werken en kiest een voorzitter in zijn midden.

De processen-verbaal worden in een daarvoor voorzien register opgenomen dat voor alle leden van de Raad van Gebruikers en voor de vertegenwoordigers van het bestuur toegankelijk is.

**Art. 18.** Het huishoudelijk reglement bepaalt de respectieve rechten en plichten van de gehandicapte en van het centrum.

Het vermeldt :

1. de rechten en plichten van de gehandicapte;
2. de rechten en plichten van het centrum;
3. de beschrijving van het centrum en van zijn werking;
4. het bestaan van de Raad van Gebruikers, de naam van zijn voorzitter en de manier waarop met hem contact wordt opgenomen;
5. de maatregelen die in werking treden wanneer een gehandicapte de leef- en werkingsregels overtreedt;
6. de modaliteiten voor het indienen van bezwaren en de wijze waarop deze worden behandeld;
7. de naam van de directeur en van de voorzitter van de Raad van Bestuur, evenals van de maatschappelijke zetel van de v.z.w.;
8. de gegevens van het bestuur.

**Art. 19.** De door het centrum en de gehandicapte ondertekende verpersoonlijkte overeenkomst bevat minstens de volgende bepalingen :

1. de identiteit van de partijen; in voorkomend geval wordt de identiteit van de wettelijke vertegenwoordiger aan die van de gehandicapte toegevoegd;
2. de datum van opvang, de duur van de overeenkomst en, in voorkomend geval, het deeltijds bezoek;
3. het zorgplan dat meer bepaald de modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie omvat, evenals de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken;
4. het onder afdeling 6 van hoofdstuk 3 bedoelde bedrag van de financiële bijdrage evenals, in voorkomend geval, het minimumbedrag dat ter beschikking van de volwassen gehandicapte moet gelaten worden;
5. de natuurlijke persoon of rechtspersoon die voor de betaling instaat;
6. de krachtens de artikelen 57 en 58 gevraagde supplementen en de modaliteiten voor de bepaling van deze supplementen;
7. de mogelijkheid van een oplossing voor de opvang of de huisvesting tijdens de sluitingsperioden van het centrum zoals voorzien in het collectief project;
8. de modaliteiten voor de ontbinding van de overeenkomst voor elk der partijen en voor de reoriëntatie van de gehandicapte;
9. de verbintenis van het centrum om te antwoorden op de individuele aanvragen om informatie uitgaande van de gehandicapten of van hun wettelijke vertegenwoordigers;
10. de wijze en de periodiciteit waarmee deze overeenkomst geëvalueerd wordt en waarmee ze gewijzigd of aangevuld kan worden.

Een exemplaar van het collectief project en van het huishoudelijk reglement worden bij de overeenkomst bijgevoegd. Deze wordt aan elk der partijen overhandigd.

**Art. 20.** Binnenin het centrum omvat het individueel dossier van de gehandicapte :

1. een medisch luik,
2. een psychologisch luik,
3. een socio-educatief luik, met
  - a) de anamnese
  - b) de analyse van de behoeften
  - c) het zorgplan dat meer bepaald de modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie omvat, evenals de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken.
4. de verpersoonlijkte overeenkomst en haar wijzigingen.

Het centrum waakt over de regelmatige updating van deze gegevens.

Wanneer een dagcentrum en een verblijfscentrum onder dezelfde v.z.w. ressorteren en dezelfde lokalisatie hebben, mag een individueel dossier worden bijgehouden waarin het onderscheid gemaakt wordt tussen de specifieke behoeften van elk centrum.

*Deel II. — De architecturale normen*

**Art. 21.** De vestiging van het centrum houdt rekening met de specifieke behoeften van de opgevangen of gehuisveste gehandicapten en met een oordeelkundige geografische spreiding ten opzichte van de andere centra voor gehandicapten, zonder dat de vestigingen van de vóór het in werking treden van dit besluit erkende centra opnieuw in vraag worden gesteld.

**Art. 22.** Het centrum neemt de nodige maatregelen ter voorkoming en bestrijding van brand en voor de evacuatie van de aanwezigen in geval van onheil.

De bouwprojecten en de beschrijving van de aangewende materialen worden aan het advies van de gewestelijke brandweerdiens toegelegd.

**Art. 23.** De gebouwen van het centrum worden goed onderhouden en alle vochtigheid of waterinsijpeling wordt bestreden.

De verwarming moet in staat zijn te allen tijde een temperatuur van minstens 20 °C te bereiken in de verblijfs- en activiteitenlokalen en van minstens 16° C in de kamers.

Er wordt gezorgd voor voldoende verluchting van en verlichting in de verblijfs- en activiteitenlokalen.

Het leidingwater is overal gemakkelijk toegankelijk in het centrum.

**Art. 24.** De voorzieningen van het centrum zijn aangepast aan de behoeften van de gehandicapten en de leefruimte aan de specifieke eisen die door de handicap worden opgelegd.

**Art. 25.** § 1. Het sanitair in het centrum is gemakkelijk toegankelijk. Er is gezorgd voor een doeltreffende ventilering in de lokalen.

§ 2. Het dagverblijf beschikt over minstens :

a) een wasgelegenheid met een bad of een douche en met een kleedruimte;

b) een WC voor zeven gehandicapten;

c) WC's aangepast aan kinderen van minder dan drie jaar;

d) een lavabo met stromend water voor zes gehandicapten; de lavabos zijn verspreid over het geheel van het dagverblijf.

§ 3. Het verblijfscentrum beschikt over minstens :

a) een wasgelegenheid met een bad of een douche voor 5 gehandicapten en met een kleedruimte;

b) een WC voor vijf gehandicapten;

c) WC's aangepast aan kinderen van minder dan drie jaar;

d) een lavabo met stromend water in elke kamer voorzover de installatie ervan niet strijdig is met het collectief project van het verblijfscentrum.

§ 4. Daarenboven beschikt elk centrum over minstens één wc voor het personeel en voor de bezoekers.

§ 5. Indien het dagverblijf op organisatorisch vlak samenloopt met een verblijfscentrum in dezelfde infrastructuur, wordt het sanitair van het verblijfscentrum in overweging genomen voor de naleving van de normen van het dagverblijf.

**Art. 26.** Het centrum beschikt over voldoende huishoudelijke voorzieningen. De keuken is zodanig ingericht dat ze geen geurhinder veroorzaakt; ze mag niet aan de infirmerielokalen aanpalen.

Indien het centrum beschikt over een washok of een linnenkamer, wordt dit lokaal zodanig ingericht dat het geen geur- noch damphinder veroorzaakt en dat er geen onderbreking is van de aan- en afvoerleidingen; ze mag niet aan de infirmerielokalen noch aan de keuken aanpalen.

**Art. 27.** Het centrum beschikt over een voldoende aantal lokalen voor :

— het beheer van het centrum,

— de sociale dienst,

— de reeducatie,

— de psychologische raadpleging,

— de infirmerie medisch onderzoek,

en, naargelang het geval,

— bezoek,

— nachtpersoneel.

Wanneer een dagcentrum en een verblijfscentrum in dezelfde infrastructuur zijn ondergebracht, mogen de lokalen voor het beheer, de sociale dienst, de psychologische raadpleging, de infirmerie en de reeducatie gemeenschappelijk zijn.

**Art. 28.** § 1. In een dagcentrum moeten de lokalen voor educatieve en reëducatieve activiteiten een oppervlakte hebben van minimum 4 m<sup>2</sup> per gehandicapte.

De oppervlakte van de leefruimten (salon, eetzaal, speelkamer) mag niet minder bedragen dan 2 m<sup>2</sup> per gehandicapte.

De totale oppervlakte mag niet minder bedragen dan 8 m<sup>2</sup> per gehandicapte.

§ 2. Indien het dagcentrum gebruik maakt van dezelfde infrastructuur als een verblijfscentrum, wordt de oppervlakte van de leefruimten van het verblijfscentrum in overweging genomen voor de naleving van deze normen.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. In een verblijfscentrum hebben de kamers ramen die naar buiten uitgeven. De doorloopruimten zijn voorzien van nachtverlichting.

In een gemeenschappelijke kamer mag een maximum van 4 kinderen of 2 volwassenen niet worden overschreden.

In de gemeenschappelijke kamers is de minimumoppervlakte 6 m<sup>2</sup> per persoon. Voor een individuele kamer bedraagt die oppervlakte 8 m<sup>2</sup>.

Onverminderd de bepalingen van artikel 24, beschikt elk persoon over een bed, een nachtkastje, een stoel en een kast.

Elk koppel beschikt over hetzij een tweepersoonsbed van minstens 140 cm, hetzij twee éénpersoonsbedden, twee nachtkastjes en een kast.

§ 2. Wanneer het personen in gemeenschappelijke kamers herbergt, beschikt het verblijfscentrum over een lokaal dat speciaal bestemd is voor het isoleren van zieken. Aan dit lokaal is sanitair verbonden.

§ 3. De oppervlakte van de leefruimten (keuken, salon, eetzaal) mag niet minder bedragen dan 4 m<sup>2</sup> per gehandicapte.

**Art. 30.** De centra letten erop maatregelen te nemen om de gezondheid van de gehandicapten en van het personeel te beschermen tegen passief roken.

**Art. 31.** Wanneer activiteiten worden georganiseerd buiten de infrastructuur van het centrum, moet dit laatste erop letten dat de plaats van de activiteit aangepast is aan de handicap van de personen waarvoor de activiteit wordt ingericht.

### *Deel 3. — De omkaderingsnormen*

#### *Onderafdeling 1. — De dagcentra en de verblijfscentra*

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. De omkaderingsnormen van de centra worden berekend op basis van een voltijds equivalent waarvan de wekelijkse werktijd op 37 uur is vastgesteld, behalve voor het medisch personeel waarvan de wekelijkse werktijd op 24 uur is vastgelegd.

§ 2. De controle van de naleving van de omkaderingsnormen gebeurt op maandelijks basis.

Om deze controle uit te voeren wordt geen rekening gehouden met de individueel aan het personeel van de centra krachtens de bepalingen van titel IV van het besluit van het College van 18 oktober 2001 toegestane werktijdverkorting.

**Art. 33.** § 1. De algemene normen betreffende de directie, het boekhoudkundig personeel en de administratieve ploeg worden door het College vastgelegd.

§ 2. De omkaderingsnormen voor het medisch personeel, de psychologische, educatieve, reëducatieve en sociale ploeg worden door het College vastgelegd.

Zij houden rekening :

- 1) met de erkende capaciteit,
- 2) met de specifieke omkaderingsnormen van elke gehandicapte die door de pluridisciplinaire equipe wordt vastgelegd in overleg met het centrum, aan de hand van een door het College bepaald evaluatie-instrument.

Met elke gehandicapte stemt een individuele omkaderingsnorm overeen. Deze normen worden opgeteld om de omkaderingsnorm van het centrum te bepalen.

Wanneer, op de datum van de oorspronkelijke erkenning of op die van de inwerkingtreding van elke wijziging van de erkende capaciteit, het aantal opgevangen of gehuisveste gehandicapten onder de erkende capaciteit ligt, wordt de som van de individuele normen omgezet in verhouding tot de erkende capaciteit.

§ 3. De omkaderingsnormen voor het technisch personeel houden rekening met de erkende capaciteit en de specifieke omkaderingsnormen van elke gehandicapte zoals gepreciseerd in § 2, overeenkomstig de door het College vastgelegde bepalingen.

**Art. 34.** § 1. Op initiatief van de pluridisciplinaire equipe of op aanvraag van het centrum zelf, kan op ieder ogenblik een nieuwe evaluatie van de specifieke omkaderingsbehoeften van de gehandicapte worden doorgevoerd.

§ 2. Een wijziging van de specifieke omkaderingsbehoeften van de gehandicapten van een centrum kan de herziening van de omkaderingsnorm van het centrum inhouden indien deze herziening hetzij de toename, hetzij de vermindering, gedurende zes opeenvolgende maanden, van een halve voltijds equivalent van een functie, opgenomen in het medisch personeel of in de psychologische, educatieve, reëducatieve en sociale ploeg, inhoudt

§ 3. De wijziging van de omkaderingsnorm van het centrum wordt beslist door het lid van het College, op voorstel van het bestuur.

§ 4. De herziening van de omkaderingsnorm van het centrum wordt vastgesteld op basis van de theoretische omkadering die met de zesde maand overeenstemt.

Indien de omkaderingsnorm in de hoogte wordt herzien, treedt hij in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving, door het bestuur, van de beslissing tot herziening.

Indien de omkaderingsnorm neerwaarts wordt herzien, treedt hij in werking :

— hetzij de eerste dag die volgt op het einde van de vooropzeg van de betrokken werknemer, vooropzeg die gegeven wordt in de loop van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing tot herziening door het bestuur;

— hetzij de dag dat het aanhangsel van het arbeidscontract van de betrokken werknemer in werking treedt, deze wordt medegedeeld in de loop van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing tot herziening door het bestuur.



§ 5. Wanneer, bij toepassing van artikel 10, derde lid, het College de erkende capaciteit van een centrum vermindert, zal de gewijzigde omkaderingsnorm in werking treden :

— hetzij de eerste dag die volgt op het einde van de vooropzeg van de betrokken werknemer(s), vooropzeg die gegeven wordt in de loop van de maand die volgt op de datum van de inwerkingtreding van de specifiek door het College vastgelegde wijziging van de erkenning;

— hetzij de dag dat het aanhangsel van het arbeidscontract van de betrokken werknemer(s) in werking treedt, deze wordt medegegeeld in de loop van de maand die volgt op de datum van de inwerkingtreding van de specifiek door het College vastgelegde wijziging van de erkenning.

**Art. 35.** Ter aanvulling bij de hogerop vastgelegde normen, kan een verblijfscentrum een verhoging genieten van de norm van de psychologische, educatieve, reeducatieve en sociale ploeg, evenals van de norm van het technisch personeel, verbonden aan de aanwezigheid van de gehandicapten tijdens het week-end, de vakanties en op wettelijke feestdagen, volgens de hieronder vastgelegde modaliteiten.

Naargelang het resultaat van de verhouding, berekend op het voorgaand jaar, tussen de som van de effectief aanwezige nachten van de gehandicapten tijdens deze periodes en de met

— 139 voor de niet schoolgaande gehandicapten;

— 186 voor de schoolgaande gehandicapten,

vermenigvuldigde erkende capaciteit, een drempel bereikt die begrepen ligt tussen hetzij 20 en 29 %, hetzij 30 en 49 %, hetzij gelijk aan of hoger dan 50 %, geniet het verblijfscentrum, voor het lopend jaar, een verhoging van de betrokken normen zoals vastgelegd door het College.

Een verblijfscentrum dat het voorgaand jaar niet erkend was, kan een verhoging van deze normen genieten volgens een voet die gelegen is tussen 20 en 29 %.

**Art. 36.** § 1. De personeelsleden worden in vier onderscheiden categorieën ingedeeld :

— het medisch personeel;

— het psychologisch, educatief, reeducatief en sociaal personeel;

— de administratieve ploeg;

— het technisch personeel.

De verdeling van de functies, binnenin elke van deze categorieën, wordt door het centrum vastgelegd, rekening houdend met de specifieke behoeften van de opgevangen of gehuisveste gehandicapten.

§ 2. Nochtans mag de verhouding van het aantal voltijds equivalente betrekkingen dat wordt ingenomen door leden van de psychologische, educatieve, reeducatieve en sociale ploeg die houder zijn van een licentiaatsdiploma dat beantwoordt aan functies waarvoor dit diploma vereist kan zijn, niet hoger liggen dan 8 %.

Op voorstel van het bestuur kan het lid van het College, rekening houdend met het collectief project van het centrum en met de specificiteit van de opgevangen of gehuisveste gehandicapten, een uitzonderlijke afwijking van dit percentage toestaan.

§ 3. Binnen eenzelfde v.z.w., wordt de verdeling van de betrekkingen in de directie, in de administratieve ploeg en bij het technisch personeel tussen het dagcentrum en het verblijfscentrum door de v.z.w. vastgelegd waarbij rekening wordt gehouden met de respectieve behoeften. Beiden moeten evenwel ten minste ½ voltijds equivalent directielid toegewezen krijgen.

#### Onderafdeling 2. — Algemene bepalingen

**Art. 37.** Wanneer de directie een personeelslid afvaardigt om haar te vertegenwoordigen, dan moet dit personeelslid houder zijn van een diploma hoger onderwijs.

Elke bezoldigde functie in het centrum is niet verenigbaar met een mandaat van beheerder binnen de v.z.w.

#### HOOFDSTUK III. — *Betoelaging*

##### *Deel 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 38.** Een jaarlijkse toelage wordt aan de centra toegekend. Deze omvat :

1) een werkingstoelage;

2) een toelage voor persoonlijke kosten;

3) een toelage voor het collectief vervoer van de uitsluitend in het dagcentrum verblijvende gehandicapten;

4) een toelage voor de opvang van het personeel bedoeld onder deel 3 van hoofdstuk 2.

Deze toelagen mogen niet worden gebruikt voor het dekken van andere kosten dan deze waarvoor ze zijn bestemd.

**Art. 39.** De toelagen die door de overheid worden toegekend, of door organisaties die de overheid betoelaagt, worden afgetrokken van de jaarlijkse toelage in de mate dat deze toelagen toegekend zijn voor uitgaven die gedekt worden door de bij toepassing van dit hoofdstuk toegekende subsidie, met uitzondering van de in het kader van het vormingsverlof toegekende bedragen en van de tussenkomsten ter compensatie van het rendementsverlies van de werknemer.



**Art. 40.** De jaarlijkse toelage wordt gestort in de vorm van maandelijks voorschotten, uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor het gevraagd wordt en de afsluiting gebeurt op basis van de in dit hoofdstuk voorziene bepalingen.

Het maandelijks voorschot houdt rekening met de toegekende erkenning, met de omkaderingsnormen waarop het centrum aanspraak kan maken, en met de evolutie van het personeel in termen van aantal, kwalificatie, barema en anciënniteit.

Uiterlijk drie weken vóór de verzending naar de bankinstelling voor betaling, maakt het bestuur de voorstellen betreffende de voorschotten aan elk centrum voor akkoord over aan het lid van het College.

**Art. 41. § 1<sup>er</sup>.** Voor 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd, dient het centrum een justificatoir bescheid voor de berekening van de jaarlijkse toelage bij het bestuur in.

Behoudens behoorlijk door het centrum gemotiveerde overmacht, geeft de overschrijding van deze datum het bestuur de mogelijkheid om de voor de goedkeuring van de beslissing waarvan melding in paragraaf 3, vastgelegde termijn niet na te leven.

§ 2. Het dossier wordt opgemaakt overeenkomstig het door het bestuur vastgestelde model en bevat minstens de volgende bewijsstukken :

wat betreft de werkingstoelage en de toelage voor persoonlijke kosten :

- het grootboek der lasten;
- de algemene balans;
- de afschrijvingstabellen.

wat betreft het collectief vervoer :

— de facturen samen met de bewijsstukken waarin op globale wijze de data van de gedane ritten, de namen en aantallen van de vervoerde personen, en het aantal afgelegde kilometers gepreciseerd staan.

wat betreft de toelage voor de personeelskosten :

- de individuele rekening van alle werknemers;
- de driemaandelijks R.S.Z.-aangiften;
- de samenvattende tabel van de lonen waarin alle werknemers opgenomen staan;
- het C 450*bis* attest van de R.S.Z.;
- het overzicht 325 van het ministerie van financiën;
- het document betreffende de vakantie van de handarbeiders;
- het samenvattend formulier van de vervoerskosten (woon-werk) van het personeel;
- de eindafrekening van de wetsverzekering;
- het attest van de verzekeringsmaatschappij met vermelding van :
  - a) het bedrag en de aard van de aangegeven lonen,
  - b) de lonen en vaste en variabele supplementen die in overweging genomen worden voor de berekening van de premie,
  - c) de toegepaste percentages : beroepsgevaar, de weg naar en van het werk,
  - d) de op de premie betaalde taksen,
  - e) voor elk arbeidsongeval, een fotokopie van de door het centrum gedane aangifte,
  - f) de afrekening van de gestorte vergoedingen bij schadeloosstelling naar aanleiding van een arbeidsongeval.
- de eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde evenals alle betalingsbewijzen;
- de eindafrekening van de kosten voor de opdracht van preventieadvies evenals de betalingsbewijzen;
- de lijst van zij die arbeidskledij krijgen, de functie die ze bekleden, een document waarop de aard en het aantal kledingstukken dat per personeelslid wordt uitgedeeld, vermeld staan evenals de betaalde facturen voor de aankoop en het onderhoud of voor het huren van arbeidskledij;
- de lijst van de personen die vormingsverlof genieten met vermelding van het aantal uren;
- de lijst van de personen die tussenkomsten genieten ter compensatie van hun rendementsverlies;
- de lijst van de personen die de aanvullende prepensioensvergoeding genieten samen met de individuele rekening van elke geïnteresseerde;
- voor de verblijfscentra, de staat van de werkelijke aanwezigheid van de gehuisveste gehandicapten tijdens de week-ends, de vakanties en op wettelijke feestdagen.

§ 3. Na controle van het justificatoir bescheid, bepaalt het bestuur het verschil tussen de som van de onder artikel 40 bedoelde voorschotten en het bedrag van de jaarlijkse toelage. Het legt een voorstel van beslissing voor aan het centrum dat over een termijn van één maand beschikt om zijn bemerkings over te maken. Eén enkele beslissing, voor het geheel van de dagcentra, en een andere voor het geheel van de verblijfscentra worden goedgekeurd uiterlijk op 30 september van het jaar dat volgt op het dienstjaar waarin de justificatoire bescheiden werden ingediend.

**Art. 42.** Wanneer het bestuur vaststelt dat, voor een welbepaald jaar, de aan een centrum gestorte voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaarlijkse toelage, recupereert het het teveel geïnde bedrag via compensatie met de voor het lopend jaar te storten voorschotten

Wanneer deze situatie veroorzaakt is door het niet naleven van punt 19 van artikel 5, wordt het teveel geïnde bedrag vermeerderd met interesten aan de bovenste interventievoet van de Nationale Bank die dat jaar van toepassing is.

Deze terugvordering kan uitzonderlijk, op aanvraag van het centrum, het voorwerp zijn van termen en termijnen. Het bestuur maakt dan een aanzuiveringsplan op van het teveel geïnde bedrag, en legt dit voor, ter goedkeuring, aan het lid van het College.

**Art. 43.** Wanneer het bestuur vaststelt dat het teveel door het centrum geïnde bedrag voortvloeit uit bewust verkeerde informatie of uit zware beheersfouten, maakt het een voorstel tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning over aan het lid van het College. Overeenkomstig artikel 14 wordt over dit voorstel uitspraak gedaan.

#### Deel 2. — Werkingstoelage

**Art. 44. § 1<sup>er</sup>.** De jaarlijks aan de centra toegekende werkingstoelage dient voor het dekken van de werkingskosten, voor de bezetting van gebouwen, voor het afschrijven van gebouwen waarvan het centrum eigenaar of erfpachter is, voor het afschrijven van het meubilair en van het medisch en niet medisch materieel.

§ 2. Het maximumbedrag per jaar komt voor de dagcentra overeen met € 1.314 vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

Het maximumbedrag per jaar komt voor de verblijfscentra overeen met € 3.248 vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

**Art. 45. § 1.** De toelage wordt vermeerderd met de kosten van de boekhouding op voorwaarde dat de boekhoudkundige norm die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 2. De toelage wordt vermeerderd met de kosten van het sociaal secretariaat op voorwaarde dat de norm van de administratieve ploeg die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

#### Deel 3. — Toelage voor persoonlijke kosten

**Art. 46. § 1<sup>er</sup>.** De jaarlijkse toelage die aan de centra wordt toegekend voor persoonlijke kosten, dient voor het dekken van de volgende uitgaven :

- verzorging (niet in de dagcentra);
- educatie, therapie en specifieke activiteiten buiten de vrije tijd;
- vrijetijdsbesteding buiten de persoonlijke vakantie;
- voeding;
- ondergoed en kledij (niet in de dagcentra);
- al dan niet vergezeld vervoer van gehandicapten.

§ 2. Het maximumbedrag per jaar komt, voor de dagcentra, overeen met € 1.041 vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

Voor de dagcentra die kinderen opvangen, wordt per jaar een maximumbedrag van € 645 toegekend voor elk van deze kinderen.

Het maximumbedrag per jaar komt, voor de verblijfscentra, overeen met € 1.140 vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

Voor de verblijfscentra waarvan de gehandicapten niet in een dagcentrum worden opgevangen wordt per jaar een maximumbedrag van € 768 toegekend voor elk van deze personen.

§ 3. De toelage wordt vermeerderd met de wasserijkosten, op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van arbeider, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 4. De toelage wordt vermeerderd met de kosten voor het bereiden van maaltijden, op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van arbeider, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 5. De toelage wordt vermeerderd met de kosten voor medische prestaties, op voorwaarde dat de norm van het medisch personeel die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van huisarts of specialist, naar gelang het geval, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 248 werkuren per jaar.

§ 6. Het maximumbedrag van de alzo berekende toelage wordt met 2 of met 4% verminderd naargelang de verhouding tussen het aantal opgevangen of gehuisveste gehandicapten op een jaarlijkse gemiddelde basis en de erkende capaciteit respectievelijk geen 90 of 95 % bereikt.

§ 7. Naargelang, voor de verblijfscentra, het resultaat van de verhouding, berekend op het voorgaand jaar, tussen de som van de effectief aanwezige nachten van de gehandicapten tijdens de week-ends, de vakanties en op de wettelijke feestdagen en de met

139 voor de niet schoolgaande gehandicapten;

186 voor de schoolgaande gehandicapten,

vermenigvuldigde erkende capaciteit, een drempel bereikt die begrepen ligt tussen hetzij 20 en 29 %, hetzij 30 en 49 %, hetzij gelijk aan of hoger dan 50 %, kunnen zij, voor het lopend jaar, een verhoging genieten die respectievelijk op 15 %, 25 % of 35 % van de krachtens dit artikel berekende toelage komt te liggen

Een verblijfscentrum dat het voorgaand jaar niet erkend was, kan een verhoging van 15 % van zijn toelage genieten.

#### Deel 4. — Bepalingen die zowel voor deel 2 als voor deel 3 gelden

**Art. 47.** De aanvaardbare kosten die de toelagen kunnen rechtvaardigen, staan vermeld in bijlage 2.

**Art. 48.** Indien, bij toepassing van artikel 10, tweede lid, het College de erkende capaciteit van een centrum vermindert, worden de maximumbedragen van de toelagen aangepast op de datum van de door het College bepaalde wijziging van de erkenning.

#### Deel 5. — Toelagen inzake vervoerskosten

**Art. 49.** Een jaarlijkse toelage voor openbare vervoerskosten, vastgesteld op € 1,09 (BTW excl.) per kilometer of op maximum € 3,07 (BTW excl.) per kilometer voor een aangepast voertuig, wordt aan de dagcentra toegekend.

De facturen zijn vergezeld van de bewijsstukken waarin, over het algemeen genomen, de data van de gedane ritten, de naam van de vervoerde personen, hun aantal en het aantal afgelegde kilometers vermeld staan.

#### Deel 6. — Financiële bijdrage

**Art. 50.** De financiële bijdrage van de opgevangen of gehuisveste gehandicapte vertegenwoordigt zijn deelname in zijn educatieve en reeducatieve telastening evenals in de globale werking van het centrum.

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Het dagcentrum ontvangt van de gehandicapte een maandelijkse financiële bijdrage die als volgt wordt bepaald :

— wanneer de gehandicapte jonger is dan 21 : € 90 voor de telastening;

— wanneer de gehandicapte 21 is of ouder : € 164 voor de telastening;

in het voorkomend geval, forfait voor vervoerskosten, enkel voor de volwassenen :

- binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : € 42;

- buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : € 60.

§ 2. In functie van de in de persoonlijke overeenkomst vermelde wekelijkse aanwezigheid, wordt de financiële bijdrage per tienden verminderd naar rato van de voorziene halve dagen van afwezigheid.

**Art. 52.** Het verblijfscentrum ontvangt van de gehandicapte de financiële bijdrage die als volgt wordt bepaald :

1. Voor een gehandicapte die kinderbijslag geniet is de financiële bijdrage verschuldigd per maand van telastening en komt overeen met de 2/3 van de gewone kinderbijslag vermeerderd met de leeftijdstoelag en eventueel uit hoofde van het bestaan van een handicap zonder dat dit bedrag minder mag zijn dan € 131.

Wanneer het om een wees gaat, om het kind van een invalide werknemer, om het kind van een gepensioneerde of om het kind van iemand die reeds meer dan 6 maand werkeloos is, dan is de financiële bijdrage dezelfde als deze die de zijne zou zijn geweest indien hij niet tot een van deze categorieën had behoord.

2. Voor een gehandicapte vanaf 21 jaar en niet schoolgaand, is de financiële bijdrage vastgesteld op € 838 per maand van telastening. Een minimumbedrag van € 146 per maand blijft ter beschikking van de gehandicapte. Voor de werknemers wordt deze som op één derde van et nettomaandloon gebracht, zonder minder te mogen bedragen dan € 191.

3. Voor de andere gehandicapten wordt de financiële bijdrage vastgesteld op 131 € per maand van telastening.

4. Wanneer de gehandicapte in de loop van de beschouwde maand tijdens de week-ends en feestdagen afwezig is, geniet hij een vermindering van zijn financiële bijdrage van 25 %.

5. Wanneer de gehandicapte in de loop van de beschouwde maand meer dan de helft van de week-ends en feestdagen afwezig is, geniet hij een vermindering van zijn financiële bijdrage van 15 %.

6. Voor een gehandicapte vanaf 21 jaar en niet schoolgaand die in de loop van het jaar minstens 24 dagen buiten de week-ends en feestdagen afwezig is, geniet hij een vermindering van zijn financiële bijdrage met één maand, berekend elke 31<sup>e</sup> december, naar rato van de periode van de telastening tijdens het beschouwde kalenderjaar.

7. Wanneer een andere gehandicapte in de loop van het jaar minstens 24 dagen of minstens 48 dagen buiten de week-ends en feestdagen afwezig is, geniet hij een vermindering van zijn financiële bijdrage van respectievelijk één of twee maand, berekend elke 31<sup>e</sup> december, naar rato van de periode van de telastening tijdens het beschouwde kalenderjaar.

**Art. 53.** Voor de onvolledige maanden worden de in dit hoofdstuk voorziene bedragen vermindert naar rato van de duur van de telastening, rekening houdend met 30 dagen per maand in de dagcentra en 30 nachten per maand in de verblijfscentra.

Voor de crisisopvang of de verblijven van korte duur zijn enkel de bepalingen 1 tot 3 van artikel 52 van toepassing, mits een vermindering van de bedragen per nacht dat er geen telastening is en rekening houdend met 30 nachten per maand.

Voor de lichte opvang zijn de bepalingen van artikel 52 van toepassing, mits een vermindering van de bedragen met 20 %.

**Art. 54.** De gehandicapte die zowel in dag- als in een verblijfscentrum wordt opgevangen, beiden erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, draagt enkel bij voor zijn telastening in het verblijfscentrum.

**Art. 55.** De centra adresseren maandelijks aan de gehandicapte of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger, de afrekening van zijn financiële bijdrage die overeenstemt met de telastening tijdens de voorgaande maand.

**Art. 56.** Wanneer de gehandicapte zijn financiële bijdrage niet kan storten, kan hij een aanvraag indienen bij het bestuur om een verlaagde berekeningsvoet te bekomen. Bij deze aanvraag moeten alle bewijzen gevoegd worden waaruit blijkt dat hij een van de voorziene berekeningsvoeten niet kan storten.

Op basis van deze elementen bepaalt de pluridisciplinaire equipe de financiële bijdrage van de gehandicapte die overeenstemt met zijn reële inkomens en familiale lasten.

**Art. 57.** § 1. Bovenop de financiële bijdrage kan geen enkel supplement worden geëist voor het dekken van de kosten verbonden aan het personeel, de werking, het onthaal of de activiteiten van de begunstigde personen.

§ 2. In een verblijfscentrum kan, bovenop de financiële bijdrage, en in de mate dat ze niet het voorwerp zijn van een wettelijke of reglementaire tussenkomst, een supplement gevraagd worden voor :

- a) het deel van de kosten voor verzorging en prothesen dat ten laste blijft van de gehandicapte;
- b) de specifieke kosten verbonden aan incontinentie;
- c) de kosten voor technische bijstand;
- d) het deel van de farmaceutische kosten dat niet gedekt wordt door een door de Franse Gemeenschapscommissie voorziene tussenkomst en na aftrek van de tussenkomst van de verzekeringsinstelling;
- e) de kosten voor aankoop van kledij en schoenen, herstellingen inbegrepen;
- f) de toiletbenodigdheden;
- g) de externe kosten voor toilet en verzorging.

§ 3. In een dagcentrum kan, bovenop de financiële bijdrage, en in de mate dat ze niet het voorwerp zijn van een wettelijke of reglementaire tussenkomst, een supplement gevraagd worden voor :

- a) het deel van de kosten voor verzorging en prothesen dat ten laste blijft van de gehandicapte;
- b) de specifieke kosten verbonden aan incontinentie;
- c) de kosten voor technische bijstand;
- d) het deel van de farmaceutische kosten dat niet gedekt wordt door een door de Franse Gemeenschapscommissie voorziene tussenkomst en na aftrek van de tussenkomst van de verzekeringsinstelling.

**Art. 58.** In een centrum kan, bovenop de financiële bijdrage, een supplement gevraagd worden voor de kosten om de opgevangen of gehuisveste gehandicapte, op zijn eigen aanvraag, een comfort, ontplooiings- of vrijetijds mogelijkheden te verzekeren die geen deel uitmaken van hun collectief project.

**Art. 59.** Binnen de drie maand die volgen op de datum van verzending van de onder artikel 55 bedoelde maandelijkse afrekening adresseert het centrum, aan de gehandicapte of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger, twee schriftelijke herinneringen, waarvan de laatste per aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst. Wanneer het centrum dit bedrag niet heeft ontvangen binnen de drie maand die volgen op de verzending van het aangetekend schrijven, wordt het bedrag van de financiële bijdrage niet afgetrokken van de jaarlijkse toelage en wordt, de dag die volgt op deze termijn, de schuld ten laste van de Franse Gemeenschapscommissie gevorderd.

De ontvangst door het bestuur van een onder artikel 56 bedoelde aanvraag om vermindering van de bijdrage, schort deze termijnen op tot de datum van de beslissing van de pluridisciplinaire equipe.

**Art. 60.** De bewijsstukken aangaande de financiële bijdragen moeten bij het bestuur worden ingediend op jaarlijkse basis en uiterlijk op 31 juli van het volgend jaar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Het beheer van de goederen van de gehandicapte in een verblijfscentrum*

**Art. 61.** Elke som geld waarover de gehandicapte beschikt voor zijn lopende uitgaven en eventueel voor de onder de artikelen 57, § 2 en 58 voorziene uitgaven, moet vermeld staan op een individuele boekhoudkundige fiche waarvan het model door het bestuur wordt vastgelegd.

In het voorkomend geval wordt een attest van opening van een individuele rekening bij een bankinstelling bij deze boekhoudkundige fiche bijgevoegd. Elke in het kader van het beheer van de onder het eerste lid bedoelde uitgaven, wordt binnen de acht dagen op de boekhoudkundige fiche vermeld.

op verzoek van de gehandicapte of van zijn wettelijke vertegenwoordiger, wordt hem binnen de acht dagen een overzicht van de persoonlijke boekhouding overgemaakt.

De jaarlijkse afrekening wordt automatisch aan het einde van het kalenderjaar, of bij het vertrek van de gehandicapte, aan de gehandicapte of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger overgemaakt

**Art. 62.** Het is eenieder die, rechtstreeks of onrechtstreeks, een mandaat bekleedt of een activiteit uitoefent in een centrum, verboden :

- de goederen van de gehandicapten te beheren, behalve in naleving van de onder artikel 61 opgesomde bepalingen en zonder afbreuk te doen aan de wetgevingen inzake de bescherming van de goederen van gehandicapten;
- over te gaan tot het amalgeren van het patrimonium.

**Art. 63.** De individuele boekhoudkundige fiche evenals de documenten betreffende de door het centrum overeenkomstig artikel 61 geopende individuele rekeningen worden ter beschikking gehouden van het bestuur dat ze te allen tijde kan controleren.

**Art. 64.** De met de controle belaste ambtenaar van het bestuur mag geen familie of verwante zijn tot in de vierde graad, met inbegrip van een beheerder, van een personeelslid van deze centra of van een van in een van deze centra opgevangen gehandicapte.

HOOFDSTUK V. — *Ophettingsbepalingen*

**Art. 65.** Het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van inrichtingen, tehuizen en diensten voor de plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de nadere regels, toepasselijk op de opschorting en de intrekking van de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 25 januari 1971 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de tehuizen van kort verblijf ten behoeve van gehandicapten wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 2 juli 1973 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van dagcentra voor meerderjarige niet werkende gehandicapten wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 12 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de centra voor observatie, oriëntering en medische, psychologische en pedagogische behandeling van gehandicapten evenals van de te volgen bijzondere regels voor de vaststelling van de toelagen per dag, toegekend voor het onderhoud, de opvoeding en de behandeling van de gehandicapten die er geplaatst zijn ten laste van de openbare besturen wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 11 juli 1980 tot vaststelling, voor de Franse Gemeenschap, van een programma tot subsidiëring en erkenning van instellingen voor gehandicapten wordt opgeheven.

**Art. 66.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 februari 1985 houdende organisatie van de controle op de roerende waarden van gehandicapte personen, begunstigden van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gedeeltelijk vernietigd bij besluit van de Raad van State van 18 februari 1987, wordt opgeheven.

**Art. 67.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 december 1992 tot vaststelling van de genormaliseerde plannen, rekeningen en balansen van de in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigde medico-socio-pedagogische instellingen die het optierecht in de Franse Gemeenschap hebben uitgeoefend wordt opgeheven.

Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 december 1999 tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en onthaalcentra voor gehandicapten wordt opgeheven.

**Art. 68.** De artikelen 76, 77, 81, 82 en 83 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 69.** Om zich te voegen naar de in de artikelen 21 tot 30 voorziene bepalingen moeten de centra een aanvraag om infrastructuurtoelage indienen bij de Franse Gemeenschapscommissie.

De op 31 december 2002 bestaande architectuurnormen blijven van toepassing voor elk centrum, zolang er geen gunstige beslissing inzake de infrastructuurtoelage genomen is kunnen worden ten gunste van het centrum.

**Art. 70.** Wanneer bij toepassing van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 december 1999 tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten het in het kader van de betoelaging van een lid van het arbeidend personeel weerhouden barema lager is dan het barema dat van toepassing was op 31 december 1998, wordt evenwel het barema dat op die datum van toepassing was, weerhouden voor de toelage.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 71.** De in de artikelen 44, 46, 49, 51 en 52 vermelde bedragen en herzienbaar en verbonden aan de referentiegezondheidsindex van december 2001.

Vanaf 1 januari 2003 worden ze jaarlijks aangepast, telkens op 1 januari, rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld onder hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hieronder gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag op 31.12 van het jaar } n-1 \times \text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar } n-1}{\text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar } n-2}$$

**Art. 72.** In artikel 99 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, ingesteld door de Franstalige Brusselse dienst voor gehandicapten worden de woorden « 31 décembre 2001 » vervangen door « 31 décembre 2002 ».

**Art. 73.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003, behalve artikel 49 dat van kracht wordt op 1 januari 2002 en van artikel 70 dat van kracht wordt op 1 januari 1999.

**Art. 74.** Het Lid van het College dat belast is met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 25 april 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de Begroting



**Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten**

ELEMENTEN VAN HET COLLECTIEF PROJECT VAN DE DAGCENTRA EN VAN DE VERBLIJFSCENTRA

1. Algemene doelstellingen van het centrum
2. Kenmerken van het project
  - 2.1. Algemene voorstelling van het centrum
    - Type van erkenning van het centrum
    - Aan het centrum verwante eenheden (aanwezigheid van een school, kinderkribbe, enz.)
    - Finaliteiten van het collectief project
    - Filosofische opties van het centrum
    - Ethisch kader van de actie (handvest)
    - Theoretische referenties
  - 2.2. Opgevangen bevolking
    - Kenmerken (medische, sociale, geografische, aangaande het aantal, de leeftijd, het geslacht)
    - Niveau van autonomie
  - 2.3. Algemene Organisatie
    - 2.3.1. Opname
      - Opnamecriteria en -procedure
      - Criteria en maatregelen inzake reoriëntatie en uitsluiting
    - 2.3.2. Telastening
      - Interdisciplinaire coördinatie van de telastening (bestaan van een referent die de opvolging van het project verzekert, enz.)
      - Samenwerking, overleg, coördinatie et evaluatie binnen het centrum :
        - \* tussen en met de gehandicapten : voorziene wijze van overleg, ritme, beheer van de vergaderingen;
        - \* met de familie : wijze van samenwerken, doelstellingen, ritme, interveniënten die de contacten verzekeren, partnerships met de families (steun, familiale begeleiding of bemiddeling);
        - \* tussen werknemers : verschillende types van vergaderingen, ritme, doel, interveniënt;
        - \* met de buitenwereld : partnerships, interveniënten die de contacten verzekeren.
      - Bepaling en organisatie van de paramedische telasteningen : criteria, logica, procedure, evaluatie;
      - Modaliteiten voor de spreiding van de gehandicapten in de groepen of leefeenheden : (criteria, logica, procedure voor de herziening van de spreiding).
  - 2.4. Uitwerking van het individueel project en evaluatie
    - Modaliteiten voor de evaluatie van de bevoegdheden en de behoeften van elke gehandicapte rekening houdend met zijn levensproject
    - Definitie van de doelstellingen, uitwerking en aanpassing van een verpersoonlijkte overeenkomst
    - Modaliteiten voor de evaluatie van de gekozen strategieën en de gebruikte werktuigen
    - Modaliteiten voor de uitwerking van het individueel project (opvolging van de acties, partners, verantwoordelijkheden, termijnen, concreet voor de persoon en zijn familie gereserveerde plaats, prioritair betrokken interveniënten)
  - 2.5. Comfortfactoren
    - Periode van eventuele sluiting (data), permanentie, alternatieve opvangoplossing
    - Organisatie van de opvang van de gehandicapte en van zijn familie (teleonthaal, onthaal ter plaatse, aantal maaltijden en organisatie ervan, kwaliteit en kwantiteit van de maaltijden, variatie in de menu's, diëtische waarde en naleving van de regimes, aanverwante diensten, transportwijze, enz.)
  - 2.6. Relatieel netwerk
    - Bij de actie van het centrum betrokken partners
    - Stille vennoten, prescriptoren, aanverwante organisaties
    - Wachtijden, wijzen van wederzijdse communicatie, enz.
    - Wijze van organisatie van de persoonlijke relaties van de gehandicapten met hun omgeving
    - Plaats waar de opgevangen personen hun autonomie uitoefenen (diverse handelszaken, gespecialiseerde diensten die in de lijn van het project werken, sportactiviteiten, culturele activiteiten, vrije tijd en vakanties)
  - 2.7. Personeel
    - Functionele en hiërarchische organigram
    - Definitie van de rol van de verschillende categorieën interveniënten
    - Verdeling van de functies tussen de leden van het psychologisch, educatief, reëducatief en sociaal team
    - Vormingen : doelstellingen
  - 2.8. Inplanting
    - 2.8.1. Ligging van het centrum
      - Aanwezigheid van een park, van tuinen, van aanverwante infrastructures (zwembad sportzaal, diverse evenementenhallen, enz.)
      - Toegang tot het openbaar vervoer
      - Toegang tot een extern net van infrastructures (sporthal, zwembad, enz.); omgekeerd, onthaal van personen die van buiten het centrum komen
    - 2.8.2. Infrastructuur van het centrum
      - Coherentie tegenover de doelgroep en evolutie ervan (lokalen voor bijzondere activiteiten)



- 2.9. Gebruik van gespecialiseerd materieel
- Gebruik van het informaticawerktuig en beoogde doel
  - Gebruik van aangepast materieel, collectief of individueel
  - Gebruik van voertuigen (bus met of zonder aanpassingen, enz.)

—  
Nota

De cursief gedrukte bepalingen zijn richtinggevend.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 25 april 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

W. DRAPS,

Lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid

HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de begroting

—

**Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra**

TOEGELATEN UITGAVEN VOOR DE VERANTWOORDING VAN DE WERKINGSTOELAGE EN DE TOELAGE VOOR PERSOONLIJKE KOSTEN VAN DE DAGCENTRA (DC), EN VAN DE VERBLIJFSCENTRA (VC)

		DC	VC
<b>TOELAGE VOOR PERSOONLIJKE KOSTEN</b>			
<b>1.</b>	<b>Zorgen</b>		
	Aankoop van farmaceutische goederen – specialiteiten		X
	Aankoop van tandprothesen		X
	Aankoop van brillen en andere oogprothesen		X
	Aankoop van orthopedische prothesen, hoorapparaten en wagentjes		X
	Aankoop van wegwerpmateriaal		X
	Aankoop van toiletartikelen en -producten		X
	Honoraria van artsen en tandartsen (buiten het institutioneel kader)		X
	Honoraria van paramedici (buiten het institutioneel kader)		X
	Externe toilet- en verzorgingsdiensten		X
	Verblijf in een ziekenhuis		X
<b>2.</b>	<b>Educatie reeducatie en andere specifieke activiteiten buiten vrije tijd</b>		
	Aankoop van schoolbenodigdheden		X
	Aankoop van goederen en diensten voor educatie, reeducatie en andere specifieke activiteiten buiten vrije tijd	X	X
	Aankoop van didactisch materiaal (terugbetaalbaar)	X	X
	Aankoop van didactisch materiaal (niet terugbetaalbaar)	X	X
	Aankoop van grondstoffen voor ambachtsactiviteiten	X	X
<b>3.</b>	<b>Vrije tijd buiten vakantie</b>		
	Aankoop van goederen en diensten voor vrije tijd buiten vakantie		X
<b>4.</b>	<b>Vervoer en verplaatsingen</b>		
	Begeleiding van gehandicapten	X	X
	Niet begeleide gehandicapten	X	X
<b>5.</b>	<b>Voeding</b>		
	Uitgaven voor het eten van de gehandicapte (vergoedingen of reële kosten)	X	X
	Aankoop van voedingsmiddelen	X	X
	Aankoop van diensten inzake voeding	X	X

		DC	VC
<b>6.</b>	<b>Kledij</b>		
	Aankoop van kleren		X
	Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor kleren	X	X
	Aankoop van schoenen en onderhoudsproducten voor schoenen		X
	Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor schoenen	X	X
	Externe diensten voor onderhoud en herstelling van kleren		X
	Externe diensten voor herstelling van schoenen		X
<b>7.</b>	<b>Vakantie (d.w.z. residentieel verblijf buiten het centrum)</b>		
	Huur (met inbegrip van de servicekosten)	X	X
	Vervoer	X	X
	Vrije tijd	X	X
	Gekochte vakantie	X	X
<b>8.</b>	<b>Lingerie</b>		
	Aankoop van klein materieel en beddengoed (lakens en hoezen)	X	X
<b>9.</b>	<b>Washok</b>		
	Aankoop van washokproducten	X	X
	Externe wasserijdiensten	X	X
<b>10.</b>	<b>Informatica</b>		
	Onderhoud en herstelling van informaticamaterieel	X	X
	Informaticabenodigdheden	X	X
	Internet	X	X
	Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)	X	X
	<b>11. Onderhoud en herstelling van wagentjes voor gehandicapten</b>	X	X

## WERKINGSTOELAGE

- 1. Zorgen**
  - Aankoop van farmaceutische goederen – courante producten
  - Aankoop van klein verzorgingsmateriaal
- 2. Voeding**
  - Aankoop van klein keukenmateriaal
- 3. Lingerie**
  - Aankoop van linnengoed
  - Externe diensten voor herstelling van beddengoed
- 4. Beheerskosten personeel**
  - Abonnementen op vakbladen en documentatie
  - Recruteringskosten
  - Sociaal secretariaat
- 5. Huur en servicekosten**
  - Huur gebouwen
  - Erfpacht
  - Huurlasten gebouw
  - Huur materieel en uitrusting
- 6. Energie**
  - Huisbrandolie
  - Elektriciteit
  - Gas
  - Water
- 7. Onderhoud en herstellingen**
  - 7.1. Terreinen en bouwwerken
    - Reiniging
    - Onderhoud en externe herstellingen aan de gebouwen
    - Onderhoud en interne herstellingen aan de gebouwen
    - Onderhoud tuinen
  - 7.2. Installaties
    - Onderhoud en herstellingen technische installaties
    - Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrustingen
    - Onderhoud en herstellingen washokinstallaties en -uitrustingen
    - Onderhoud en herstellingen niet medische of paramedische uitrustingen
    - Onderhoud en herstellingen medische en paramedische uitrustingen
    - Onderhoud en herstellingen onderhoudsmaterieel en -gereedschap
    - Verplichte controles door derden

- 7.3. Rollend meubilair en materieel
  - Onderhoud en herstellingen meubilair
  - Onderhoud en herstellingen bureaumateriaal
  - Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
  - Onderhoud en herstellingen rollend materieel
- 8. **Verzekeringen**
  - Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid gehandicapten en personeel
  - Diefstal-, brand- en schadeverzekeringen
  - Verzekering auto's en voertuigen van de instelling
  - All-riskverzekering opdrachten
  - Andere verzekeringen
- 9. **Vervoer, verplaatsingen**
  - Brandstof voor dienstvoertuigen
  - Huur dienstvoertuigen
  - Opdrachten
- 10. **Andere algemene beheerskosten**
  - Kantoorbenodigdheden
  - Informaticabenodigdheden
  - Telefoon, fax
  - Postkosten
  - Internet
  - Vergaderkosten van de raden en zittingen
  - Representatiekosten
  - Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)
  - Externe boekhoudkundige honoraria
  - Honoraria revisor
  - Honoraria advocaten en notarissen
  - Honoraria preventieadviseur
  - Andere honoraria
  - Publiciteit, advertenties en inlassingen
  - Aansluitingskosten bij diverse organismen (beperkt tot 75 000 F.)
- 11. **Afschrijvingen**
  - Afschrijvingen op kosten van eerste vestiging
  - Dotatie aan de afschrijvingen op immateriële activa
  - Dotatie aan de afschrijvingen op bouwwerken
  - Dotatie aan de afschrijvingen op installaties
  - Dotatie aan de afschrijvingen op meubilair en rollend materieel
  - Dotatie aan de afschrijvingen op verhuurde vastleggingen, financieringen en aanverwante rechten
  - Dotatie aan de afschrijvingen op andere materiële activa
- 12. **Andere bedrijfslasten**
  - Onroerende voorheffing
  - Belasting op het patrimonium van de v.z.w.'s
  - Verkeersbelasting
  - Kijk- en luistergeld
  - Lokale taksen (huisvuil, rioleringen,...)
- 13. **Financiële lasten**
  - Financiële lasten op huurkoopschulden en aanverwanten
  - Financiële lasten op langetermijnschulden
  - Interesten op leningen aangegaan wegens vertragingen in de betoelaging
  - Financiële lasten op kortetermijnschulden
  - Bankkosten
- 14. **Lasten op voorafgaande boekjaren**
  - Inhaling op voorgaande boekjaren
  - Diverse diensten en goederen
  - Vergoeding sociale lasten en pensioenen
  - Afschrijvingen
  - Andere bedrijfslasten
  - Financiële lasten

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 25 april 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,  
Voorzitter van het College

W. DRAPS,  
Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

HUTCHINSON,  
Lid van het College belast met de Begroting